

AIACEVOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

MARS 2024 • n°128



**Jacques Delors
et l'Europe**

Page 6

**Le PE à la veille de
l'élection européenne**

Page 18

**Entretien avec
Jaume Duch**

Page 14





About this issue

Maruja Gutiérrez

This special issue is dedicated to the European Parliament elections which will take place in the EU Member States on 6-9 June 2024. These elections are always important, as they are the link between European citizens and the EU. This time, because of the seriousness of the current political and social challenges facing Europe, they are particularly important.

This is why we asked AIACE national sections to contribute by considering the elections from a diversity of experiences and viewpoints. This reflection effort should help to deepen our understanding of the European Parliament's role and to motivate AIACE members to collaborate in any way they can to spread interest in the elections. Participation in the 2019 elections was the highest ever; it would be good if the 2024 one was even higher.

It so happened that when this issue started to take shape, Jacques Delors died. AIACE-VOX could not fail to pay homage to a man who is widely recognized as a key driver of European integration development. Many of us, current pensioners, have lived the enthusiasm and energy of the Delors years.

President Dominique Deshayes got from Pascal Lamy, Head of the Delors Cabinet through his two mandates, the permission to publish his excellent text *"Jacques Delors et l'Europe: pensée, méthode, style"*. Few people could embody our core theme *"Préserver et renforcer la construction européenne"* as well as Jacques Delors. We cannot but be proud that his memory heads this collaborative pro-European construction issue.

We also asked for a contribution from an expert in the subject, Jaume Duch, Director General for Communication of the European Parliament, who kindly accepted. His interview sets well the current achievements and challenges of the EP, and it gives some grounds for optimism. The image of the European Union, in general, and of Parliament, in particular, has reached the highest levels ever recorded during the last legislature.

A large majority, 70%, of citizens surveyed in the Spring Eurobarometer 2023 say that the EU has an impact on their lives. Perhaps due to the crises encountered in recent years, the European Union and its Parliament have increased their visibility and the expectations placed on them.

AIACE-VOX long-time collaborator Jean-Guy Giraud has provided extensive coverage of the European Parliament's strengths and weaknesses in the 2024 context. I cannot quote all the national sections' contributions, but I can assure you that they all are good thinking and good reading. Let me highlight "With you in spirit", a message of solidarity from the UK by David Harley.

This issue also has an important announcement: the program of the 2024 AIACE Congress, which will take place on 12-15 October in Catania, Italy. This time they will have a new format. The General Meeting will take place separately in May 2024 on video, and the Congress will focus on its main objective: getting together and keeping up friendships and shared memories. The program provides good opportunities for it: a debate on European issues, and some excursions around Catania, such a beautiful and historically interesting place.

Then we have the "Vie des sections", this time shorter, just UK and France, as the main contributions of the sections are in the European elections part, and two pieces on the main AIACE International communication tools: Teams and the website. Just go and see.

This is all from me. I hope this issue will be useful and interesting for you. Take care.

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Panos Carvounis
Jean-Guy Giraud
Elisabeth Helander
Didier Hespel
Anne-Marie Lits
Belinda Pyke
Viola Groebner

Éditeur responsable

Dominique Deshayes

Rédacteur en Chef

Maruja Gutiérrez,
marujagutierrezdiaz@gmail.com
Avec la collaboration du Secrétaire
général Didier Hespel
secgen.aiace-int@hespel.eu

Design, impression et distribution: OIB
Association Internationale des Anciens
de l'Union européenne
VM18 – 3/13,
Rue Van Maerlant 18, 1000 Bruxelles
Tel: 02-295.29.60
Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>
Tirage du "VOX": 15.000 exemplaires
Photo couverture : © Adobe Stock

About this issue 2

Le mot de la Présidente 4

Elections au PE 2024

Jacques Delors et l'Europe 5

Jaume Duch, Directeur général de la
Communication au Parlement Européen 14

Le Parlement européen à la veille
de l'élection européenne 18

With you in spirit 22

Valget til Europa-Parlamentet 46

European Parliament Elections in Ireland 48

Der Wahl zum Europäischen Parlament 50

Importance des Élections du 9 juin 52

AIACE internationale

Le site de l'AIACE Internationale 54

L'assemblée générale de AIACE France
cette année à Bordeaux ! 55

Le déménagement de l'AIACE France 56

Vie de l'aiace

Watching the Good, the Bad and the Ugly 57

We have read / Nous avons lu

L'Europe de Jacques Delors 58

Ireland: Populism, Nationalism
and Democracy 59

Nous ont quittés 60

Demande d'adhésion 62

Membership application 62

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez
l'obligeance de remplir le formulaire sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de
le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form
on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the
bottom of the form.

Pour toute correspondance avec VOX HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu



*Dominique
Deshayes*

Alors que la situation mondiale ne prête guère à l'optimisme, que des conflits violents se déchainent partout, ensemble nous devons actionner nos leviers, ceux de l'Europe pour plus de démocratie et de justice.

Nous avons donc consacré ce numéro de VOX aux élections européennes pour retrouver l'espoir et nous mobiliser dans une aventure collective.

C'est dans ce contexte que nous avons pu publier dans ce numéro avec l'aimable autorisation de Pascal Lamy, son chef de cabinet, l'admirable contribution qu'il a faite à l'occasion du décès du Président Jacques Delors. D'autres témoignages sont disponibles sur le site de l'IAJWC internationale.

En 2024, quasiment la moitié des citoyens vont voter dans le monde.

Dès à présent, la Commission nous fournit des outils de communication et de sensibilisation, instruments qui sont mis à disposition des sections, se rajoutant aux nombreuses initiatives nationales que les 15 sections utilisent déjà. ■

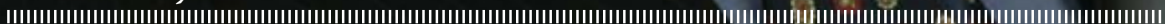
A close-up portrait of Jacques Delors, an elderly man with light hair and glasses, wearing a dark suit, light blue shirt, and a patterned tie. He is looking slightly to the right with a gentle smile.

(1925-2023)

**Jacques
Delors et
l'Europe :**

pensée, méthode, style

Pascal Lamy





L'Europe a perdu celui qui incarnait l'âge d'or de l'intégration. Au milieu de la nostalgie des hommages il faut disséquer les forces et fragilités de la maison Delors pour susciter une nouvelle espérance — un dernier portrait signé Pascal Lamy, Chef du cabinet Delors pendant ses deux mandats.

Article publié dans la revue *Le Grand Continent*

Horace, avec son « *laudator temporis acti* », se méfiait de la glorification des temps anciens au profit d'une censure morose des temps présents¹. C'est le risque que l'on prend à évoquer la période Delors (1985-1994) dépeinte comme un âge d'or de la construction européenne.

Des circonstances favorables

Pour se prémunir contre ce risque, force d'abord est de reconnaître que cette période a bénéficié de circonstances favorables, d'une sorte d'alignement des astres nationaux au-dessus de Bruxelles. La France était présidée par un Mitterrand à l'engagement européen constant ; Helmut Kohl, un rhénan de l'immédiat après-guerre, gouvernait à Bonn ; le Felipe Gonzalez de la « *movida* » siégeait à la Moncloa. On peut inclure aussi Margaret Thatcher, qui fut durant une longue période un soutien de Jacques Delors, avant d'en faire un adversaire.

La nomination de ce dernier à la tête de la Commission européenne tient, elle-même, à des circonstances. François Mitterrand, sur la lancée de son succès au Conseil Européen de Fontainebleau de juin 1984, avait obtenu qu'un Français préside le futur exécutif communautaire mais songeait alors à Claude Cheysson, lequel s'est heurté à un veto britannique. Helmut Kohl, qui avait eu l'occasion de connaître Delors dans l'exercice — rugueux — de ses fonctions ministérielles à Paris, aida le président français en lui suggérant le nom de Delors. On dit qu'Emmanuel Macron rendit la pareille à Angela Merkel en 2019 lorsque Manfred Weber fut écarté au profit d'Ursula von der Leyen.

La période Delors a compté nombre de bonnes fées.

Une nomination impromptue, donc. Mais un grand chasseur de tête mandaté pour cette nomination aurait sans doute conseillé le même choix. L'itinéraire personnel de Jacques Delors s'y prêtait. Son expérience professionnelle à la Banque de France, sa spécialisation dans l'économie, qu'il enseigna, son expérience syndicale, ses passages au Commissariat au Plan, puis au cabinet du premier ministre Jacques Chaban-Delmas, son expérience de député européen élu en 1979, et enfin de ministre français de l'Économie et des Finances à partir de 1981 l'avaient excellemment préparé à cette fonction à la fois hautement technique et politique qu'est la présidence de la Commission.

Autres éléments contribuant à installer un climat favorable au projet européen en ce milieu des années 1980, les négociations pour l'élargissement des Communautés à l'Espagne et au Portugal, pays candidats enthousiastes. La qualité des commissaires européens, que les chancelleries ont envoyés à Bruxelles, a aussi aidé à rendre le contexte porteur, avec des personnalités solides, y compris parmi les plus anciens comme Lorenzo Natali, ou les plus jeunes, comme l'Irlandais Peter Sutherland. Jacques Delors a aussi bénéficié de la complicité qu'il a su établir avec l'éminent Secrétaire Général de la Commission alors en poste qu'était Emile Noël. Rappelons également l'apport de grandes personnalités belges parmi ses amis, telles Etienne Davignon, Pierre Defraigne, Jean Durieux, Philippe Maystadt, Jean-Louis Lacroix ou Jean Godeaux. Ils formaient l'aile sociale de la démocratie-chrétienne belge. Sans

oublier les précieux conseils de Max Kohnstamm, proche conseiller et inspirateur de Jean Monnet dans les années 1950.

La pensée delorienne de l'Europe

Par rapport aux mauvais génies à l'œuvre aujourd'hui autour de l'Europe ou en son sein, la période Delors a ainsi compté nombre de bonnes fées. Mais au-delà de ces circonstances, la relance de l'aventure européenne dont les multiples commentaires qui ont suivi son décès créditent Jacques Delors doit beaucoup à l'homme lui-même, et à sa vision de l'intégration européenne. Elle a constitué la colonne vertébrale de ses dix ans à la Commission. Jacques Delors était de ceux qui considèrent que les idées doivent mener le monde. En remontant le fil de sa pensée d'une Europe unie, on trouve une triple source : historique, politique et institutionnelle. Il les a combinées pour tisser la trame de son action à Bruxelles et à Strasbourg.

Sa pensée historique, Jacques Delors l'a résumée, notamment dans ses *Mémoires*, par sa fameuse formule : « la survie ou le déclin ». Cette approche, qui n'est pas sans pessimisme, tient d'abord au fait qu'il appartenait à la génération qui a connu la Seconde Guerre mondiale. Son père avait été grièvement blessé au cours de la Première. Ces deux conflits ont toujours inspiré sa pensée européenne, inquiète que les valeurs du continent auxquelles il était attaché, et que formalisait à ses yeux le personnalisme d'Emmanuel Mounier, trouvent encore leur place à l'avenir. En clair, pour

“
Sa pensée historique, Jacques Delors l'a résumée, notamment dans ses Mémoires, par sa fameuse formule : « la survie ou le déclin »
”

lui, soit on faisait l'Europe et alors ses valeurs — cette civilisation, manière de vivre ensemble — survivraient, soit on n'y parvenait pas, et elles étaient condamnées par l'Histoire.

Pour Delors, soit on faisait l'Europe et alors ses valeurs — cette civilisation, manière de vivre ensemble — survivraient, soit on n'y parvenait pas, et elles étaient condamnées par l'Histoire.

Delors n'avait pas une conception atlantiste de l'Europe. Son attitude prudente à l'égard des États-Unis s'inscrit moins dans une tradition française volontiers distante envers Washington, que dans une profonde interrogation quant à leur prise au sérieux du projet européen et de son originalité. Après chacun de ses entretiens avec un président américain, il espérait lui avoir imprimé l'idée que l'Europe existait bel et bien et que ses intérêts ne se confondaient pas forcément avec ceux que son interlocuteur servait. Son attitude rejoignait la conception qu'on pourrait qualifier aujourd'hui de géopolitique de l'Europe. Elle repose sur l'affirmation d'une identité européenne, dont l'affirmation et la survie même exigent l'union des Européens.

Sa conception du projet européen s'apprécie aussi dans sa dimension politique. Jacques Delors situait « son » Europe au confluent de la social-démocratie et de la démocratie-chrétienne européennes, qui ont longtemps structuré la politique de l'après-guerre en Europe de l'Ouest. Ce qui pourrait sembler une posture classique dans l'espace politique européen représentait en réalité une singularité pour un homme politique venu de

France, qui ne comptait que quelques rares sociaux-démocrates ou même chrétiens-démocrates, à la différence de l'Allemagne, de l'Italie ou de la Belgique.

Delors n'avait pas une conception atlantiste de l'Europe.

Ses conceptions de l'économie, du social et de la politique étaient en phase avec les parties les plus centrales de ces deux courants dominants. Avec eux, il a toujours considéré qu'il n'y a pas de politique sociale sans croissance économique mais qu'une croissance socialement déséquilibrée n'est pas soutenable. Elle exige un certain degré de planification et de régulation ainsi qu'un dialogue social entre partenaires sociaux responsables. Il reconnaissait l'efficacité des marchés mais la nécessité de les corriger. C'est dans cet esprit qu'il a relancé l'entreprise schumpetérienne de libéralisation qu'est le Marché intérieur, convaincu qu'une concurrence accrue à l'échelle européenne permettrait de réaliser des gains de productivité, et donc de générer davantage de croissance et donc de bien-être, mais en accompagnant simultanément cette démarche d'une politique de dialogue social et de redistribution entre les régions les plus riches et les plus pauvres via le budget de l'Union. Il convoqua ainsi les patronats et syndicats européens à Val-Duchesse, à Bruxelles pour discuter de « conventions collectives européennes » et obtint de l'Allemagne une forte augmentation de sa cotisation au titre des « fonds structurels » pour amortir les effets de l'ouverture à la concurrence, en aidant en particulier les pays du Sud à se doter des infrastructures et compétences nécessaires. En somme, Jacques

“
Ses conceptions de l'économie, du social et de la politique étaient en phase avec les parties les plus centrales de ces deux courants dominants
”

Delors a donné un coup à droite pour la compétitivité et un coup à gauche pour la cohésion sociale et territoriale.

Un peu plus tard, au début des années 1990, il a ajouté une dimension environnementale à ces conditions indispensables à une croissance soutenable. Si ses origines corréziennes l'avaient rendu initialement méfiants à l'égard du mouvement écologiste, la catastrophe de Tchernobyl en 1986 puis sa participation au sommet de la Terre à Rio, en 1992, l'ont convaincu, bien avant nombre de dirigeants politiques de son temps, de la nécessité de border la croissance de mesures de protection de l'environnement, climat ou biodiversité, au même titre que celles de la protection de la cohésion sociale et territoriale.

Sur l'Europe, sa pensée est enfin institutionnelle. Ce que résume son expression de « fédération d'États-nations ». Pour les constitutionnalistes, il s'agit plutôt d'un oxymore qui énonce davantage un problème propre à l'Europe plus qu'il ne le résout. Le concept est proche, en réalité, d'Habermas, qui préfère le « Staatenbund » au « Bundesstaat ». Pour Jacques Delors, la juxtaposition de ces deux notions opposées, fédération et État-nation, indiquait au contraire la solution au projet d'Europe unie. Elle rejoignait son propre positionnement, équidistant d'un fédéralisme à la Spinelli et d'un nationalisme à la De Gaulle. Il considérait que l'union des Européens se fait à la fois par les peuples et par les États. Dans sa conduite, il a ainsi autant prêté attention aux chefs d'État et de gouvernement qu'au Parlement européen. Il fut le premier président de la Commission à vraiment traiter ce



parlement en interlocuteur sérieux et adulte, et à lui réserver l'annonce de ses initiatives les plus fortes. De même, dans sa pratique institutionnelle, il s'est toujours situé dans un triangle reliant le Conseil, conçu comme un quasi-Sénat des États membres, le Parlement, reconnu comme la Chambre des peuples, et la Commission, qu'il prit soin de ne pas identifier publiquement à un gouvernement européen pour éviter de s'exposer aux remontrances des chancelleries.

Delors reconnaissait l'efficacité des marchés mais la nécessité de les corriger. C'est dans cet esprit qu'il a relancé l'entreprise schumpetérienne de libéralisation qu'est le Marché intérieur.

S'il s'est gardé de théoriser ou d'explicitier cette conception des institutions, il a dû se résoudre, plusieurs fois, à la voir écornée. En particulier lors de la négociation du traité de Maastricht en 1991, où les approches traditionnellement

“
L'objectif de l'itinéraire, fixé dès 1985, était de parvenir, en 1992, à se débarrasser des frontières.
”

souverainistes des diplomaties française et britannique imposèrent, avec la complicité de quelques autres, qu'à côté de la méthode communautaire, où la Commission jouit du monopole d'initiative pour exprimer l'intérêt général européen, les nouvelles compétences s'exercent selon une méthode plus intergouvernementale que Jacques Delors jugeait moins efficace. Sa pensée institutionnelle restait foncièrement attachée à la méthode communautaire, la meilleure car la plus efficace et transparente à ses yeux : la Commission qui propose, le Conseil qui décide et ne peut modifier la proposition de la Commission sans son accord qu'à l'unanimité, le Parlement qui co-décide et s'accorde avec le Conseil par l'entremise de la Commission.

C'est par ces trois dimensions historique, politique et institutionnelle, conjuguées ensemble, qu'il a projeté l'intégration européenne, considérée comme une nécessité incontournable pour des raisons finalement éthiques autant que politiques. Mais cette pensée n'a de sens qu'articulée en action politique. C'est là que s'illustre la « méthode Delors ».

La méthode Delors

Au risque de la résumer à l'excès, cette méthode ressemble à un itinéraire soigneusement planifié, séquencé, où chaque étape enclenche la suivante, en l'ajustant à la marge si besoin — ce qui implique une constante attention à tout ce qui, dans l'environnement, pourrait perturber ou nuire au bon suivi de cet itinéraire. En somme, il traçait une voie à suivre en la jalonnant de radars.

Ceux-ci signalaient tous les obstacles et imprévus qui, s'ils n'étaient pas pris en compte, risquaient de conduire à faire fausse route ou de provoquer des embardées. La méthode Delors était, à cet égard, assez scientifique.

La méthode Delors était assez scientifique.

Elle a été appliquée pour réaliser le Marché intérieur. L'objectif de l'itinéraire, fixé dès 1985, était de parvenir, en 1992, à se débarrasser des frontières — idée plus populaire à l'époque qu'elle ne le serait aujourd'hui. Cet objectif impliquait d'harmoniser ou de reconnaître mutuellement les normes et réglementations, dont les écarts entre pays justifiaient jusqu'alors les contrôles aux frontières. Pour ce faire, il fallait basculer tout un pan des compétences communautaires dans le domaine du vote à la majorité. Cette ouverture exigeait, comme déjà mentionné, d'être accompagnée de fonds structurels, qui allaient entraîner une hausse substantielle des ressources du budget communautaire. L'Acte unique de 1986 — le meilleur, et de loin, parmi les traités européens qui nous servent de Constitution — a jeté les bases de tout cela.

Suivant cet itinéraire, le Marché intérieur appelait aussi l'Union économique et monétaire pour que le jeu des dévaluations nationales cesse de fausser la concurrence. Jacques Delors y parviendra plus tard au moment de Maastricht. À son départ de la Commission, il laissa le « Livre blanc », qui traçait un nouvel itinéraire pour les années à venir, en prévoyant notamment le besoin — déjà !

— de doter l'Union européenne d'infrastructures numériques ; ce qu'il appelait « les autoroutes de l'information ». Et en insistant sur les questions environnementales qu'il avait œuvré dès ses débuts à faire intégrer dans les compétences communautaires, même si son projet visionnaire de « taxe carbone » de 1992 n'avait pas passé l'épreuve du Conseil Européen, l'unanimité devant être réunie en matière de fiscalité directe, comme c'est encore, hélas, le cas aujourd'hui.

Le Marché intérieur appelait aussi l'Union économique et monétaire pour que le jeu des dévaluations nationales cesse de fausser la concurrence. Jacques Delors y parviendra plus tard au moment de Maastricht.

Le style Delors

Il y avait donc bien une pensée assortie à une méthode pour agir. Mais, pour bien comprendre son surplomb par rapport à ses homologues, il faut ajouter un troisième élément, le « style Delors ». Celui-ci s'illustrait par une grande capacité à faire partager sa vision et ses convictions par les décideurs et les opinions publiques.

Par les décideurs en combinant la culture de l'écoute, celle du compromis, héritées de son passé syndical avec une forme de rouerie paysanne qui consistait à ne révéler qu'au dernier moment du marchandage, le plus crucial, le « prix » à accepter par ses interlocuteurs pour un accord. Toujours un peu supérieur à leurs attentes, mais pas trop pour ne pas donner l'impression de chercher à les rouler en déséquilibrant plus qu'à la marge l'édifice des concessions au risque de perdre leur confiance. C'est pourquoi la présidence du Conseil européen se



tournait souvent vers lui pour trouver une issue à une discussion bloquée, un scénario qu'il fallait avoir préparé, parmi d'autres, ce qui exigeait un travail de préparation harassant.

Par les opinions, tant Jacques Delors savait envelopper ses projets d'un narratif auquel il portait un soin particulier. Il avait appris naguère, en enseignant l'économie à ses camarades syndicalistes et à ses partenaires au Commissariat au Plan, à rendre accessible des concepts abstraits, à simplifier des mécanismes compliqués. C'est pourquoi, dit-on encore, « du temps de Delors, on comprenait l'Europe ». Ici encore, un mélange bien particulier de travail acharné, à la fois très intellectuel et quasi artisanal pour obtenir le bon « produit » et aussi d'improvisations face aux médias qui ravissaient les amateurs de formules surprenantes et piquantes dont on ne savait, y compris chez ses proches collaborateurs, si c'était malice ou lapsus.

Il avait appris naguère, en enseignant l'économie à ses camarades syndicalistes et à ses partenaires au Commissariat au Plan, à rendre accessible des concepts abstraits, à simplifier des mécanismes compliqués.

Rappeler cette pensée, cette méthode et ce style appliqués à faire avancer l'intégration européenne, ce doit aussi être en tirer, près de trente ans plus tard, le bilan. Jacques Delors a

fait progresser l'unité de l'Europe dans maints domaines, excepté dans ceux de la défense et de la sécurité. Il a toujours prudemment considéré qu'en la matière, l'itinéraire serait beaucoup plus long que ceux employés pour le marché et pour la monnaie. Ces derniers obéissent davantage à des logiques rationnelles alors que l'idée d'une « armée européenne » touche aussi à l'émotionnel et obligerait à partager, entre Européens, les mêmes rêves et les mêmes cauchemars. Il faut partager beaucoup d'émotions pour risquer la vie de soldats.



Fragilités et faiblesses

Jacques Delors partageait aussi, comme la plupart à l'époque, une vision post-westphalienne, celle de Jean Monnet.



Le propos, en ce moment de célébration de l'œuvre de l'homme, n'est pas d'énumérer tous les bienfaits pour l'Europe apportés par les années Delors. Ils sont connus. Plus utile est de tenter de déceler dans l'édifice bâti, *Inside The House That Jacques Built*, selon le titre de l'essai du chercheur britannique Charles Grant (1994), certaines fragilités.

Jacques Delors a fait progresser l'unité de l'Europe dans maints domaines, excepté dans ceux de la défense et de la sécurité.

Principale fragilité — politique — la maison Delors repose, on l'a dit, sur l'équilibre entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates. Son modèle en est historiquement tributaire. Cela suppose que ces deux forces restent dominantes et de poids comparable. Ce fut longtemps le cas au Parlement européen. Dès que cet équilibre a été rompu, celui entre l'économique, le social et l'environnemental l'a été aussi

après lui. On a alors accru l'efficacité des marchés, sans les réguler davantage et avec une moindre pression pour en amortir les conséquences sociales. Une Europe « néolibérale » pour beaucoup, qui n'était pas celle de Delors. C'est encore l'enjeu aujourd'hui : une nouvelle poussée à droite au Parlement lors des élections de juin prochain risquerait de déséquilibrer la coalition centre droit-centre gauche-centristes sur laquelle s'est appuyée la Commission von der Leyen.

La maison comprend aussi une faiblesse, celle d'une Europe insuffisamment constituée face aux forces de la mondialisation à l'œuvre. Face à un choc, comme on l'a vu lors de la crise financière de 2008, l'Union n'était pas assez résistante. Jacques Delors avait identifié cette faiblesse dès l'origine au sujet de l'Union économique et monétaire, au moment du traité de Maastricht. Il a fait valoir aux dirigeants européens qu'ils avaient retenu de ses propositions une union finalement très monétaire et trop peu économique. On a rendu l'Europe adulte dans certains domaines de la régulation et pas ailleurs.

Jacques Delors partageait aussi, comme la plupart à l'époque, une vision post-westphalienne, celle de Jean Monnet. Hélas prématurée, comme l'a dit beaucoup plus tard Marcel Gauchet dans ces pages : « L'Union s'est absorbée dans un processus interne alors que la demande des peuples, dans ce contexte de mondialisation, était très logiquement une demande de réponse à la pression de l'extérieur. »



Jacques Delors partageait, comme la plupart à l'époque, une vision post-westphalienne, celle de Jean Monnet. Hélas, prématurée.

Plus fondamentalement, nous avons manqué, à l'époque, de perspective en faisant le pari, avec les pères fondateurs, que l'intégration économique allait automatiquement entraîner l'intégration politique. Selon cette alchimie médiévale, le plomb économique aurait dû se transformer en or politique. On a cru qu'entre le consommateur, le travailleur ou le producteur européen et le citoyen politique, il y avait nécessairement un continuum alors qu'on ne franchit pas impunément la barrière des espèces. L'historien Elie Barnavi l'a bien analysé dans son essai *L'Europe frigide* (2008). Être citoyen implique d'appartenir à une communauté, de consentir à des efforts collectifs, là où le travailleur ou le consommateur raisonnent en termes d'offre et de demande dans une sphère qui reste économique, rationnelle. Le « déficit démocratique », souvent dénoncé au niveau européen, n'est pas de l'ordre du *kratos*, c'est-à-dire des structures institutionnelles de l'Union, mais de l'ordre du *demos*. Il s'agit d'un déficit d'appartenance. Celle-ci existe à d'autres niveaux mais pas, ou fort peu, à l'échelle européenne. L'Europe apparaît plus souvent claire aux yeux des non-Européens mais reste floue aux Européens.

Jacques Delors avait cependant eu en partie l'intuition de ce déficit culturel — au sens allemand du mot « Kultur » — intrinsèque au projet européen en créant « les carrefours de la culture », qui réunissaient intellectuels, chercheurs en sciences sociales et artistes, une entreprise dont ses successeurs se sont désintéressés.

Une Europe plus nécessaire et plus difficile

Pour conclure, avançons cette évidence qui saute aux yeux en considérant les multiples hommages de ces derniers jours : l'intégration européenne apparaît aujourd'hui plus nécessaire qu'à la période Delors mais plus difficile. Plus nécessaire pour être plus forts pour affronter ensemble la fragmentation et la brutalisation du monde que traduit le retour de la guerre en Europe. Plus difficile car l'étape à franchir, celle de « l'autonomie stratégique » implique précisément de passer de l'union des intérêts économiques bien compris à celle de la politique, celle des passions, des valeurs, des rêves et des cauchemars déjà mentionnés. Cette passion qui animait Jacques Delors, un homme « *who turned hope into history* » comme je l'ai lu hier dans un courrier, une formule qu'il aurait, je crois, aimée. Souhaitons, en cette circonstance, que l'espoir qu'il a incarné pour tant d'entre nous l'emporte sur la nostalgie.

Pascal Lamy est le coordinateur des Instituts Jacques Delors (Paris, Berlin, Bruxelles). Il est Vice-Président du Forum de Paris pour la Paix et Président de la branche Europe du Groupe Brunswick. De 2005 à 2013, Pascal Lamy a exercé deux mandats consécutifs de Directeur Général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il était précédemment commissaire au commerce (1999-2004), directeur général du Crédit Lyonnais (1994-1999), directeur de cabinet du Président de la Commission européenne, Jacques Delors ainsi que son sherpa au G7 (1985-1994), directeur adjoint du cabinet du Premier Ministre (1983-1985) et du Ministre de l'économie et des finances (1981-1983). ■

Jaume Duch

Directeur général de
la Communication au
Parlement Européen



Jaume Duch est le Directeur général pour la Communication du Parlement européen, un poste qu'il a occupé après plus d'une décennie en tant que Directeur des médias. Dès juin 2014, il est membre du conseil consultatif de la Fondation Jean Monnet, basée à Lausanne (Suisse).

Êtes-vous satisfait des résultats obtenus durant la présente législature?

L'Union européenne a effectué un parcours impressionnant au cours de cette législature. Elle est parvenue à rester unie et à faire face à deux crises majeures : la pandémie de Covid-19 et la guerre russe contre l'Ukraine, qui a également déclenché une crise énergétique—tout en ne perdant pas de vue ses autres grandes priorités, par exemple la lutte contre le

changement climatique (les dossiers du Pact vert, notamment). L'UE a également réussi à créer des synergies, par exemple en ajoutant les chapitres « RePowerEU » aux plans de relance qui nous permettront de devenir indépendants des combustibles fossiles russes grâce à davantage d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Les économies de gaz, le stockage et l'achat groupé ont aidé l'UE à assurer un approvisionnement suffisant pour les ménages et l'industrie. En outre, nous avons progressé sur d'autres défis majeurs comme la transition numérique (DSA et DMA) en faveur d'une Europe compétitive, ainsi que la réforme du système de migration et d'asile.

Le PE a fait passer un nombre impressionnant de dossiers législatifs au cours de cette législature (868). Je pourrais également évoquer la protection des consommateurs, la cybercriminalité et les avancées de la législation sur l'intelligence artificielle. Et bien sûr, nous avons passé le cap du Brexit avec plus de succès que ce que beaucoup de gens auraient imaginé.

Quelles seront les enjeux, les grandes priorités de l'UE pendant la nouvelle législature, et qui seront au centre des débats pendant la campagne électorale?

Il y aura à mon avis trois grandes priorités interconnectées : l'avancement vers une UE plus autonome, la préparation de l'élargissement à des nouveaux États membres et la réforme interne qui devrait rendre cet élargissement possible.

Il faut encore tirer toutes les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine, de la lutte contre la pandémie et de la crise de l'énergie. Et bien sûr se préparer à un possible refroidissement de l'intérêt des États Unis pour l'Europe. La théorie on la connaît, c'est l'idée de l'autonomie stratégique en matière de sécurité et de défense, dans le domaine de l'énergie et aussi de l'accès aux matières premières, aux produits importants pour notre industrie et notre

santé, mais il faudra la financer et pour cela nous devons sans doute modifier et augmenter le cadre budgétaire.

En parallèle, le Parlement devra aussi faire avancer les priorités « ordinaires » héritées de la législature précédente. Au début de la nouvelle législature, la Conférence des présidents du Parlement décide, sur la base des contributions des commissions parlementaires compétentes, de poursuivre ou non le travail sur les dossiers qui ont été interrompus par la fin de la législature précédente. La décision concernant les dossiers inachevés sera annoncée en plénière ultérieurement, peut-être en octobre 2024. Plus généralement, la composition du prochain Parlement déterminera l'avenir des principales initiatives politiques.

J'espère que pendant la campagne chaque famille politique européenne exposera et défendra ses propositions, car en fonction des résultats et des possibles majorités et minorités la direction que prendra l'Europa pourra sans doute varier.

Les dernières élections européennes ont vu une augmentation du nombre de citoyens ayant voté. Comment motiver les citoyens pour s'assurer qu'aux prochaines élections cette tendance ascendante continue?

Ce sont probablement les élections qui dessineront le plus clairement l'avenir des nouvelles générations, car, en fin de compte, ce qui se passe au niveau européen aura probablement un impact plus important et plus durable que les décisions nationales à court terme. En fait, parmi la longue liste d'élections qui auront lieu dans le monde en 2024 celles qui

“
Le PE a fait passer un nombre impressionnant de dossiers législatifs au cours de cette législature (868)
”



pourraient le plus influencer nos vies sont les élections européennes et celles qui auront lieu aux États-Unis en novembre. Mais on ne vote que pour les nôtres.

L'image de l'Union européenne, en général, et du Parlement, en particulier, a connu les plus hauts niveaux jamais enregistrés au cours de la dernière législature. Selon les résultats de l'Eurobaromètre d'automne 2023, nous pouvons être assez optimistes : une grande majorité des citoyens interrogés (70%) affirme que l'UE a un impact sur leur vie quotidienne. Ce chiffre est plus élevé qu'en début de législature. Peut-être en raison des crises rencontrées au cours de ces dernières années et de la nécessité de coordonner les actions, l'Union européenne et son Parlement ont accru leur visibilité et les attentes à leurs égards. Cela signifie que les citoyens sont conscients et comprennent que les décisions prises à Bruxelles et à Strasbourg ont

de l'importance. Reconnaître l'impact de l'UE dans leur vie au quotidien est probablement ce qui les motivera le plus à voter.

En outre, le nombre de citoyens qui déclarent qu'ils voteraient si les élections devaient avoir lieu la semaine prochaine a également augmenté de manière substantielle. Ils étaient 59% il y a 5 ans. Ils sont 68% aujourd'hui (9 points de plus). C'est une nouvelle promesse, car les citoyens semblent s'intéresser de plus en plus aux élections européennes. Pour rappel, la participation avait augmenté de presque 9 points en 2019, se plaçant quelques décimales au-dessus de la barre des 50% par la première fois depuis 1984, à l'époque de « l'Europe des Neuf ».

Quels sont les risques liés aux tendances eurosceptiques et populistes observées dans les États-membres? Comment y faire face?

Les élections européennes de 2024 seront sans doute le moment de décider de la façon dont les citoyens de tous les États membres veulent continuer à construire l'Union européenne, de la direction qu'elle prendra. On le voit déjà dans les préparatifs dans plusieurs États membres. Les projections suggèrent que la coalition des groupes politiques pro-européens conservera sa majorité, mais en même temps l'évolution politique dans certains États membres devrait aussi voir sa transposition en Europe.

De toute façon, ce sera aux Européens qui iront voter de décider quelle sera la recette gagnante et qui seront les 720 députés qui devront, entre autres choses, élire le Président(e) de la Commission, auditionner et accepter ou rejeter les candidats aux postes de Commissaires européens et, surtout, légiférer avec le Conseil pendant les cinq ans à venir. L'Union européenne est beaucoup plus politique qu'il y a quelques années et le Parlement suit la même évolution. Des lors, les raisons pour voter aux élections européennes sont à peu près les mêmes que pour toute autre élection.

Comment allez-vous communiquer vis à vis des citoyens sur l'affaire du Qatargate qui a provoqué une crise sans précédent au Parlement européen et a mis à mal la confiance envers les institutions européennes?

En jouant la transparence. Le Parlement européen a toujours coopéré pleinement avec les autorités judiciaires pour faciliter le cours de la justice et continuera à le faire. Ce Parlement est fermement opposé à la corruption, et sa Présidente, Roberta Metsola, a fait ce que l'opinion publique attendait d'elle en réagissant rapidement

par des changements immédiats, appelant à des mesures concrètes pour combler certaines lacunes des règles internes.

Une série de 14 points de réforme visant à renforcer l'intégrité, l'indépendance et la responsabilité du Parlement, tout en protégeant le libre mandat des députés, a été adoptée au cours des derniers mois. Des règles révisées pour les anciens Membres, de nouvelles règles concernant l'accès au Parlement, et des obligations de transparence au sujet de la participation des représentants d'intérêts aux événements organisés dans les locaux du Parlement en sont quelques exemples. Le Parlement s'est également accordé sur une révision des règles internes relatives à la protection de la dénonciation (whistleblowers). Le Parlement a enfin obtenu une réponse à son appel à la création d'un organe éthique européen ambitieux et indépendant, puisque la Commission a présenté une proposition d'accord interinstitutionnel.

En septembre dernier, le Parlement a adopté des modifications à son règlement intérieur, y compris, par exemple, des règles plus strictes concernant la publication des réunions afin qu'elles s'appliquent à tous et couvrent les réunions avec des représentants de pays tiers; des règles plus fermes sur le pantouflage, introduisant une interdiction pour les députés européens de s'engager avec d'anciens députés qui ont quitté le Parlement au cours des six derniers mois. Nous avons travaillé sans relâche pour mettre en place des mesures significatives, bien au-delà de celles en vigueur dans beaucoup d'autres parlements, en un temps record et c'est ce que nous communiquerons aux citoyens.

“
L'image de l'Union européenne, en général, et du Parlement, en particulier, a connu les plus hauts niveaux jamais enregistrés au cours de la dernière législature
”

Le Parlement européen à la veille de l'élection européenne : points forts—points faibles—le contexte de 2024



Jean-Guy
Giraud

Du 6 au 9 Juin 2024 aura lieu en même temps dans les 27 États membres de l'Union européenne la 10^{ème} élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

Tenue pour la première fois en 1979, cette élection a lieu tous les 5 ans. Celle de 2024 marquera le **45^{ème} anniversaire** du Parlement directement élu.

Sous cette forme, elle représente—sur le plan international - **un cas unique d'assemblée multinationale** issue du suffrage de l'ensemble des citoyens des États membres, indépendante de ces derniers et dotée de réels pouvoirs notamment sur le plan législatif.

Cette élection constitue donc **un grand évènement démocratique** caractérisé par la simultanéité et la simplicité (scrutin proportionnel à un seul tour) du vote de quelque 400 millions d'européens inscrits. Elle symbolise en soi l'identité, l'unité et la solidarité de l'Union tant à l'intérieur d'elle-même que vis à vis du monde extérieur.

Solidement établi après quasiment un demi-siècle d'existence, le Parlement européen a obtenu au fil de réformes successives **l'accroissement de son rôle** dans la gestion des affaires de l'Union en parallèle avec l'expansion de celles-ci et de leur incidence sur la vie politique, économique et sociale des européens.

Si donc la position du Parlement au sein du cadre institutionnel est à présent fermement étayée **(I)**, certaines questions ou problèmes persistent encore **(II)** à la veille de **l'élection de 2024** et de son contexte spécifique **(III)**.

I—LES POINTS FORTS

Quasiment depuis sa création, le Parlement a exercé **un rôle moteur—de nature progressiste et européiste** - dans la poursuite du projet initial d'intégration. Il a sans cesse milité pour le remplacement de la méthode intergouvernementale par la méthode communautaire d'inspiration fédéraliste. Cette orientation doctrinale a été facilitée par la domination et la collaboration en son sein des grands courants européens traditionnels de gauche et de



droite modérées par nature favorables à l'intégration européenne. Il est lui-même, de fait, **un organe de type supranational indépendant** (comme la Commission ou la Cour de Justice) par opposition au Conseil, qui représente les États membres.

Les compétences et les pouvoirs dont il est aujourd'hui doté en font **une Institution forte et reconnue comme telle**. Son influence s'exerce particulièrement sur la Commission dont il participe à la nomination et dont il contrôle étroitement l'action. Il a progressivement obtenu accès au cénacle du Conseil européen en la personne de son Président.

Dans sa fonction principale de **co-législateur**, il négocie et arrête—à part égale avec le Conseil—la grande majorité des textes qui gouvernent l'action de l'Union. Son poids politique dans cette fonction s'appuie sur la reconnaissance d'une expertise reconnue, elle-même renforcée par un Secrétariat performant.

Il se pose avec constance en **gardien de l'ordre démocratique et des droits fondamentaux** au sein de l'Union, y compris

en s'opposant vigoureusement aux atteintes à l'état de droit de la part de gouvernements de certains États membres.

Il fait activement progresser l'action de l'UE sur des **questions de nature environnementale, sociale ou sociétale**. Il mène, de longue date, une bataille pour la progression et l'indépendance du budget européen. Il s'insère progressivement dans les débats relatifs à la politique étrangère et de défense commune en incitant le Conseil (européen) à défendre activement et solidairement les intérêts et la souveraineté de l'Union.

Il s'est efforcé de promouvoir diverses formules de **participation citoyenne** à la vie communautaire telles que l'initiative (législative) citoyenne ou la Convention sur le futur de l'Union. Il a également développé une fonction d'enquête et d'interpellation qui lui permet d'intervenir rapidement, directement et publiquement sur certains sujets d'actualité, en phase avec l'opinion.

Il joue d'autre part un rôle croissant dans l'initiative de réformes touchant aux compétences et au cadre institutionnel

de l'Union—y compris en matière de **révision des Traités** : il a récemment déposé une proposition de révision de grande ampleur dont est saisi le Conseil européen.

II—LES POINTS FAIBLES

Par construction, le PE est **une Assemblée** — donc un organe dénué de pouvoirs exécutifs. Il n'est d'autre part pas associé—ou confronté—à un Gouvernement. Son « partenaire » naturel est le Conseil de Ministres, qui représente les États membres, sur lequel il n'a aucune prise. Ses relations (informelles) avec les Parlements nationaux demeurent distantes.

De par les Traités, le PE a peu de prise et d'influence sur la **gestion des grandes crises** (Euro / Covid / Ukraine / Gaza /...) ni même dans les décisions majeures en matière budgétaire ou fiscale. C'est le Conseil européen qui les prend en charge. On se souviendra que la France (Valérie Giscard d'Estaing) avait exigé que l'élection directe du PE soit contrebalancée par l'officialisation du Conseil Européen en 1979.

À l'opposé, il est parfois reproché au PE un certain **interventionnisme** sur des questions délicates de société non directement liées aux compétences de l'Union (par exemple en matière de genre ou de discriminations diverses)—ainsi que, à l'échelle mondiale, sur toute crise politique ou démocratique de quelque ampleur.

Le PE souffre—comme les autres Institutions—de **l'accroissement de la « diversité »** dans une UE élargie à 27 États membres. Près d'une centaine de partis politiques nationaux y sont représentés ce qui complique l'action des Groupes politiques au sein du PE qui rassemblent leurs élus par affinités plus ou moins étroites. La succession aléatoire des élections et des majorités parlementaires dans les 27 États ajoute à l'instabilité

de l'ensemble (près de douze élections nationales en 2024). Au-delà du PE, les **Partis politiques européens** ont toujours quelque difficulté à jouer un rôle effectif, y compris au moment des élections du PE.

Pour les électeurs, **les scrutins nationaux demeurent plus visibles** et familiers et leurs enjeux plus immédiats. En conséquence, leur médiatisation est plus intense. Les élus européens sont en général peu connus et les partis nationaux ne désignent pas toujours les candidats les plus appropriés. Le (la) Président(e) du PE n'a pas la même notoriété que ceux (celles) de la Commission ou du Conseil européen.

De récentes « **affaires** » mettant en cause l'honorabilité de quelques membres (largement relayées par la presse ou des ONG) ont pu brouiller l'image de l'Institution. L'influence supposée des **lobbys** sur certaines de ses activités a aussi fait l'objet de polémiques.

Mais le point le plus faible concerne **le taux de participation** à l'élection du PE. Sur les neuf précédentes élections, il a été en moyenne de 52% (62% en 1979 contre 50% en 2019). Si ce taux demeure appréciable (et très variable) au vu de la spécificité du scrutin, il ne favorise pas la consécration de la légitimité de l'Institution. Le vote des électeurs est encore assez largement influencé par **la politique intérieure nationale**. Ils saisissent souvent cette occasion pour manifester leur opinion sur la gestion de leurs gouvernements.

III . LE CONTEXTE DE 2024

Le niveau général de la **participation** électorale en Juin 2024 est difficile à anticiper. Il sera très variable selon les États membres, notamment au vu de la diversité des situations politiques et des calendriers électoraux nationaux. Certains



facteurs (positifs comme négatifs) pourraient entraîner **une participation plus élevée** qu'en 2019. Les événements de toutes sortes—par nature imprévisibles—qui portaient intervenir à l'approche immédiate de Juin 2024 pourraient influencer le scrutin.

Les crises internationales (avant tout la guerre d'Ukraine) ainsi que les défis communs à tous les États membres (climat, épidémies, économie) pourraient provoquer un réflexe commun de solidarité active. À l'opposé, les problèmes causés par la crise agricole et par la pression réglementaire européenne pourraient déclencher plus de votes protestataires.

Le **déclin progressif des partis de gouvernement** dans l'UE—historiquement européistes—va se faire sentir plus fortement encore en 2024. Avec pour corollaire, le probable renforcement de **partis moins modérés** - voire extrémistes et populistes—dont l'attitude vis à vis du projet européen dans son ensemble sera plus critique et, dans certains cas, négative.

Chaque élection européenne est traditionnellement qualifiée comme importante—voire déterminante—pour l'avenir de l'UE. Celle de 2024 n'échappera pas à la règle. **Un nouvel élan populaire et démocratique** au niveau européen serait bienvenu pour re-dynamiser l'unité et la solidarité entre les citoyens. La dangereuse situation internationale (offensive russe, incertitudes américaines, ...) l'exigerait—ainsi que les velléités souverainistes et nationalistes au sein de l'Europe elle-même. Cet élan faciliterait d'autre part la poursuite des **grands projets de l'Union pour les cinq prochaines années**, par exemple le renforcement de ses actions en matière climatique et énergétique—mais aussi l'avancement de ses objectifs dans des domaines tels que la défense ou l'élargissement. Quoiqu'il en soit, cette 10^{ème} élection à l'échelle de 450 millions de citoyens de 27 États demeurera **un événement en soi, une nouvelle preuve de la résilience et de la poursuite d'un projet européen** unique dans l'histoire et facteur de paix et de stabilité depuis bientôt 75 ans. ■

<https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com>

WITH YOU IN SPIRIT

A message of solidarity from AIACE-UK



David Harley

*Deputy Secretary-
General of
the European
Parliament
2007-2010*

An election like no other

For the first time in 45 years the European elections will not be held in the UK. Nevertheless, our commitment to Europe's future stability and prosperity naturally remains as strong as ever. As well as following closely the election campaign in the 27 and cheering from the sidelines, we will be remembering previous elections and times gone by. We will be both looking back with a small lump in the throat—remembering our pride in taking part in the European project, the camaraderie, and the good times shared—and looking ahead with some trepidation, given the daunting set of challenges facing our Union today. The world is in turmoil, and in almost all member states parties of the authoritarian far-right are gaining support: the future of our continent will be largely determined by how the EU and the Parliament, in its newly elected composition, react to these growing threats to liberal democracy and the rules-based international order. We are living a pivotal moment in the development of the EU.

Getting out the vote – the five million

Our first duty will be to incite all our friends and former colleagues in the member states to vote, and vote wisely, for the stakes have never been so high. In the words of Parliament President Roberta Metsola, 'Our message to our communities can be very simple: if you don't vote, somebody else will and you might not like the outcome.'

Although the European elections will not be held in the UK, some five million EU citizens—more than the population of several member states—live in Britain, and most of them will be able to vote in the elections under their respective national systems and procedures. The European Parliament Liaison Office in the UK is in regular contact with the relevant representative organisations in order to maximise turnout among this important electorate.

Remembering previous elections: symbolism and consequences

One evening from the distant past particularly comes to mind, although there are not many of us still standing who were present at the time. In the evening of Tuesday 17 July 1979, at a restaurant near the cathedral in Strasbourg, a small group of us raised our glasses to celebrate the election that day of Simone Veil as president of the first directly elected Parliament. A former French minister of health, she was a survivor of Auschwitz and Bergen-Belsen and had lost both parents and a brother in the camps. In the eyes of her 409 fellow MEPs that day, the election of Simone Veil symbolised the reconciliation of Western Europe, and in particular France and Germany.

25 years later, the 2004 European elections saw the arrival of MEPs from the 10 new member states following enlargement: the unification of East and West was finally complete.

In the meantime, in the UK the Labour government had introduced a proportional system for the 1999 European elections. Labour's aim was for the party machine to gain more control over the selection of candidates. But this apparently innocuous and technical change soon led to unintended consequences: the election for the first time of MEPs from the UK Independence Party, and the consequent creation of a heaven-sent media platform for their leader. This was followed by a growing euroscepticism and rightward shift within the Conservative Party, culminating in the Tories' decision to leave the EPP after the 2009 elections. Although we didn't realise it at the time, the die was now cast. Seven years later Britain was out.

Following the last European election in which Britain took part, in 2019, in a gracious but possibly unwitting farewell gesture, the British

Labour MEPs played an unexpectedly decisive role in the plenary vote to elect Mrs Von der Leyen as president of the Commission. In a tight result, she was elected by 9 votes: all 10 British Labour Members had voted for her, thus making the crucial difference.

British MEPs

The great majority of British MEPs and officials made a valuable contribution to Parliament's political and legislative work, most notably Henry Plumb as the only British president of Parliament from 1987 to 1989, and Julian Priestley as Secretary-General during the crucial and transformative period from 1997 to 2007.

Ivan Rogers, the UK's Permanent Representative to the EU until his resignation in January 2017, summed up the British MEPs' contribution with these words:

'The EU as a whole benefited hugely from the expertise, the wisdom, the breadth, the temperament, the professionalism, the humour and even the constructive healthy scepticism of so many good British MEPs over the decades. Those contributions won't be forgotten, and the imprint on what the EU has now become is indelible.'

Looking ahead

It is time to move on and look to the future. Each new European election marks a fresh chapter in the EU's development, as well as constituting the key democratic element in the institutional architecture of the European Union. At a time of challenges and peril, it is vital that the result of this year's election should faithfully reflect our enduring shared values, and help bring lasting peace and prosperity to all the peoples of Europe. ■

Les élections européennes au Luxembourg : un sujet qui intéresse une population largement avertie



Marta Manté

Le dernier Eurobaromètre (automne 2023) reflète une vision de l'Europe et une connaissance des prochaines élections plutôt positives et en nette progression dans tous les pays. Ceci est encore plus marqué dans le cas du Luxembourg. Au Grand Duché, 60% de la population ont une vision positive de l'UE (45% dans l'UE), 86% estiment que l'appartenance à l'UE est une «bonne chose» pour leur pays (61% dans l'UE) et 93% que leur pays en a bénéficié (72% dans l'UE)¹.

Deux facteurs peuvent expliquer cet attachement à l'Europe. Tout d'abord, le fait que le pays a été fortement impliqué dans la construction européenne dès le début. Le siège de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), créée en 1952 et reconnue comme la pierre angulaire de la mise en place de la Commission et du Parlement, y a été établi. Par ailleurs, plus récemment (en 2021), le 9 mai, « Jour de l'Europe » et date des élections de cette année, a été élevé au rang de fête nationale.

Autre facteur important: la taille réduite du pays a ancré dans les mentalités l'idée qu'un petit pays ne peut pas exister sans avoir de relations étroites avec ses voisins. Un pourcentage important de la population luxembourgeoise est né dans un autre pays. La société est donc habituée depuis des décennies au multiculturalisme, lequel est présent dans les familles, sur les lieux de travail, dans les écoles et dans les institutions d'enseignement supérieur.

Les résidents luxembourgeois semblent en outre davantage concernés que les autres habitants de l'UE par les élections européennes et aussi mieux informés: interrogés sur les dates du scrutin, 47% fournissent une réponse correcte (28% dans l'UE). Ils sont aussi 66% (55% dans l'UE) à déclarer qu'ils suivent ce qui se passe au niveau des politiques de l'UE et 80% ont récemment entendu parler du Parlement européen dans les médias (64% dans l'UE).

¹ Les données sur le Eurobaromètre reproduisent celles publiées dans *Virgule*, site d'informations du Luxembourg et la Grande Région, le 9.12.2023.



Ensemble, découvrons le système de vote luxembourgeois en jouant !

L'État luxembourgeois a déjà lancé des actions de sensibilisation. Ainsi, le 15 janvier 2024, le ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a organisé, en coopération avec le bureau de liaison du Parlement européen au Luxembourg, une conférence de presse au Foyer Européen pour lancer la campagne de sensibilisation « Je peux voter », qui a été largement répercutée par divers moyens de communication et par les réseaux sociaux. Lors de cette présentation, l'accent a été mis sur le fait que la construction européenne est fortement liée à la vie quotidienne des citoyens: ainsi, il a été fait référence à la loi sur le chargeur commun pour les portables ou encore sur l'interdiction de l'obsolescence programmée.

Par ailleurs, il est prévu de suivre de près un point qui laisse à désirer, à savoir l'inscription des non Luxembourgeois sur les listes électorales. Le ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil collabore avec le Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE) en vue d'établir des statistiques relatives à ces inscriptions, ventilées selon certaines caractéristiques individuelles. En janvier 2024, le taux d'inscrits au Luxembourg était de 13,2%, soit près de 27.000 personnes (lors des élections européennes de 2019, il était de 11,7 %); une mise à jour régulière est prévue. À noter

quand même que les non Luxembourgeois résidant au Grand Duché ont deux options, soit voter au Luxembourg (et dans ce cas, il faut s'inscrire sur les listes électorales), soit le faire dans leur pays d'origine.

Qui plus est, certaines organisations qui regroupent des personnes de différentes cultures, attachent une importance particulière à ces élections. L'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) a lancé une campagne dans ce sens et sur son site il est possible de tester ses connaissances en remplissant un bulletin de vote fictif, rédigé dans un style attrayant et facile à comprendre.

Un stand d'information est en outre prévu lors du Festival des Migrations, événement annuel largement fréquenté par la population et qui se tiendra cette année du 24 au 25 février, dans les locaux de Lux-Expo.

Outil informatique sur le site de l'ASTI, qui permet à l'utilisateur de découvrir les différents aspects des élections européennes (comme cela avait été fait auparavant pour les élections communales et nationales). Il utilise des animations ludiques, comme un quiz avec un questionnaire à choix multiples ou une simulation de remplissage d'un bulletin de vote. ■

Quel Parlement européen après les élections de 2024 ?



**Leonidas
Antonakopoulos**

Ancien Directeur
du Bureau
du Parlement
européen en
Grèce

Commençons par une vision positive, optimiste, de cette Institution de l'Union, la seule qui, depuis 1979, est élue au suffrage universel par les citoyens européens : « Le Parlement européen est, à mes yeux, le siège de la légitimité européenne, de sa responsabilité et donc de sa vitalité. C'est ici que se joue une partie de l'avenir de l'Europe, ici que nous devons ancrer la renaissance d'une Europe portée par l'esprit même de ses peuples. Je souhaite que nous dépassions nos clivages entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les petits et les grands, les replis nationaux... » Ces paroles ont été prononcées par Emmanuel Macron, président de la République française, qui souligne avec pertinence l'importance de la participation des citoyens au soutien des principes et des valeurs de la démocratie parlementaire à travers les Institutions européennes. Acquis fondamental du xxe siècle, la démocratie libérale, constitutionnelle, va au-delà du système de gouvernance politique et constitue un ensemble de valeurs

universelles qui dépassent le monde occidental. Elle s'identifie aux droits de l'homme, à l'État de droit, à la liberté d'opinion et d'expression, à la prospérité et au progrès, au développement économique et à la concurrence, autant d'éléments qui composent le modèle européen de société et le mode de vie européen !

Mais aujourd'hui, à quelques mois des élections européennes de juin, où en sommes-nous ? En réalité, nous faisons les mêmes constatations et avons les mêmes inquiétudes (voire pires) qu'avant les dernières élections européennes en 2019. Autrement dit, au xxe siècle, après plusieurs décennies de paix, de prospérité et de développement ininterrompus, à l'ère de la quatrième révolution industrielle et de l'intelligence artificielle, ces immenses acquis sont remis en cause. Non pas par la majorité (pas encore, heureusement) ; mais au cœur de l'Union de l'Europe des 27, il est des pays où l'on note un recul



de la démocratie libérale et où l'on voit se développer des forces politiques et des phénomènes nouveaux qualifiés de « démocraties autoritaires ou illibérales », avec le soutien et, bien entendu, l'approbation électorale d'une majorité de citoyens. Les organes institutionnels de l'Union ont beau réagir correctement, mettre en œuvre des procédures pour manquer aux normes et aux valeurs, menacer d'appliquer ou appliquer des sanctions, il n'empêche, le phénomène existe.

La tâche est donc ardue, en vue des élections de juin prochain. Le principal objectif est de convaincre les citoyens de se rendre aux urnes, de se préoccuper de ce qui est en jeu, de s'intéresser de manière essentielle au futur de leur pays au sein de l'Union et, en définitive, à l'avenir de leurs enfants.

Cela n'est ni facile ni évident, si l'on considère deux facteurs : premièrement, l'évolution de la participation des citoyens/électeurs aux élections européennes entre 1979 et 2019, et en second lieu, la présence au fil du temps des formations politiques au profil européen, et

principalement des deux grandes « familles » politiques européennes, le Parti populaire européen (PPE) et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, qui définissaient majoritairement, en fait, le jeu politique et garantissaient la stabilité de l'orientation européenne démocratique de l'Union dans ses efforts d'intégration. Songeons que cette majorité est partie d'environ 69 % aux élections européennes de 1979, pour tomber à 54 % en 2014 et encore plus bas lors de la dernière élection de mai 2019.

Une étude récente de l'ECFR (Conseil européen pour les relations internationales) menée dans les 27 pays de l'Union conclut que les formations politiques des tendances eurosceptiques et populistes issues de la droite devraient enregistrer une progression substantielle de leurs forces. Il se peut que des partis antieuropéens s'emparent de la première place dans au moins neuf États membres de l'Union, ou de la deuxième ou troisième place dans neuf autres pays, y compris les grands États comme la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie. Cette étude prévoit que

les conséquences en seront désastreuses et conduiront au blocage de la législation européenne sur l'application du Pacte vert pour l'Europe et à un durcissement des politiques relatives à l'immigration, à l'élargissement ou au soutien à l'Ukraine.

Les choses ne vont donc pas être faciles ! Je me souviens encore du sentiment de soulagement que m'avait procuré le taux de participation de presque 59 % aux élections européennes de 2019 en Grèce (contre une moyenne de 50,66 % en Europe) ; mais il y a un détail important à signaler : elles avaient coïncidé avec le premier tour des élections locales. Les nouvelles ont été moins bonnes aux élections nationales de juillet 2023, avec 53,74 % de participation, ce qui a donné une image peu flatteuse d'un pays dont l'opinion publique est traditionnellement politisée (du moins, c'est ce que nous voulons bien croire). Cela a été le taux de participation le plus bas de l'histoire politique moderne du pays. Nous avons donc rendez-vous dans quatre mois avec la prochaine élection importante. Qu'attendons-nous ? Que pouvons-nous faire pour persuader les citoyens, et en particulier les jeunes, non pas simplement de se rendre aux urnes, mais de s'intéresser, s'interroger, s'informer sur l'avenir européen de leur pays et sur leur propre futur ?

Ce difficile travail d'information, de sensibilisation, ne peut être l'œuvre des seuls Organes et Services d'information et de communication des Institutions. Il faut que les gouvernements, les partis, la presse et les médias, les unions de citoyens, les ONG, tous les acteurs de la vie publique « se lancent dans la bataille ». Activement, en disposant des ressources indispensables et sans tergiversations. Soyons clairs : la Grèce n'est pas le seul pays où l'appareil politique local tente de s'approprier les

réussites européennes, et inversement, de mettre sur le dos des Institutions de l'Union toutes les décisions et les politiques éventuellement difficiles ou désagréables, mais nécessaires – comme si les gouvernements ne participaient activement aux procédures de prise de décisions depuis plus de 40 ans (dans le cas de la Grèce). Ils ont veillé à ce que la « méthode intergouvernementale » ait la mainmise sur la plupart des points essentiels des politiques européennes, au détriment de la « méthode communautaire ». Il faut donc rendre à César ce qui appartient à César. Disons, en toute humilité et à titre indicatif, ce que, à mon avis, il convient de faire :

- Éviter les affirmations générales sur le populisme et les nationalismes – évidemment, elles ne tombent pas dans le vide – venant de personnes et d'organismes qui seraient facilement qualifiés d'establishment politique européen. Il faut montrer les réussites dans un langage simple et éviter le style didactique, voire « l'hégémonisme » sous-jacent.
- Promouvoir la vision unificatrice de l'Europe en dehors de toute logique d'imposition, en prêtant attention aux sensibilités des pays et des citoyens appartenant à des sous-ensembles géopolitiques différents au sein de l'Union.
- Promouvoir l'Europe en tant qu'entité avant tout culturelle, comme mode de vie et de « vécu » sur la base des valeurs européennes traditionnelles et en acceptant la diversité dans toutes les manifestations du mode de vie sur le continent européen.
- Faire une présentation pratique des succès obtenus dans des domaines sensibles (par exemple, en matière d'immigration, sur le

problème des réfugiés), en évitant les promesses « naïvement optimistes » qui ne peuvent être tenues.

- Il est difficile d'imaginer que « les citoyens seront amoureux du marché intérieur », avait dit Jacques Delors. Et ils ne perdent sûrement pas le sommeil à cause du « déficit démocratique » auquel s'oppose le Parlement européen à l'intérieur du système institutionnel de l'Union. Néanmoins, l'invocation de concepts et de valeurs tels que la cohésion, la solidarité, la coopération et le consensus, le renforcement du fonctionnement démocratique, la protection sociale et les droits, avec des références et en termes d'actualité, à travers l'action des Institutions et en particulier celle du Parlement européen, peut s'avérer efficace.
- Enfin, les gouvernements, et surtout les partis politiques, ne doivent pas recourir aux célébrités locales ou au contraire à des candidats complètement inconnus pour dresser leurs listes aux élections européennes. Cela serait pour le moins un aveu d'échec *a priori* dans la tentative de capter l'intérêt des

citoyens. Et je voudrais aussi leur demander d'intervenir pour une fois dans le dialogue public sur l'Europe, ne serait-ce qu'en profitant des élections, sans se plier à l'agenda partisan ou national. Mais je sais bien que cela restera une fois de plus un vœu pieux.

Cependant, dans toute cette entreprise, ne sous-estimons pas le citoyen européen. Comme l'écrivait Stefan Zweig dès 1932, « il ne peut être défendu à personne de rédiger lui-même dès aujourd'hui sa carte d'identité d'Européen, de se dire citoyen d'Europe, et malgré les frontières de considérer fraternellement comme une unité notre monde multiple ».

Dans la marche difficile vers les prochaines élections, j'emprunterai ma phrase de conclusion au *Manifeste de Ventotene Pour une Europe libre et unie* : « Le chemin à parcourir n'est pas facile, ni sûr, mais il faut le parcourir, et cela se fera ». ■



Communication

Institutionnelle et déficit de débat politique dans le cadre des élections européennes



Giancarlo Vilella

Ancien directeur
général du
Parlement
européen

Du 6 au 9 juin 2024 se tiendront les “élections européennes”, c’est-à-dire (il faut le préciser) l’élection des représentants des peuples au Parlement européen. Une élection se traduit par un vote en faveur d’un parti politique, ou au moins d’une liste électorale. Dans notre cas, on ne vote donc pas pour ou contre l’UE, mais pour des partis politiques ou des listes électorales qui expriment une position dans et sur l’UE. Malheureusement, on ne discute et on ne vote pas toujours ou presque jamais en référence aux “politiques” qui sont adoptées au niveau européen: ce qui signifie que si l’on n’est pas d’accord avec les décisions (politiques) prises, ce n’est pas la décision spécifique que l’on remet en question (en proposant une alternative) mais l’ensemble de l’UE: c’est un mécanisme bien rodé qui est régulièrement utilisé par de nombreux acteurs politiques. Même si elle est absurde, cette approche abusive a une incidence sur le vote et la participation.

La première question à se poser est de comprendre comment il est possible que nous nous retrouvions une fois de plus au même point après tout ce qui s’est passé: c’est-à-dire que le dilemme pour ou contre l’Union se pose encore alors que l’UE a tant fait ces dernières années, qu’elle a littéralement “sauvé” l’Europe et les États qui la composent: pensons à la crise économique, à la pandémie, à la guerre à nos frontières, à la technologie de pointe, au terrorisme, etc.

Dans la situation actuelle, qu’attend-on du vote et quelles sont les préoccupations en termes d’orientation de l’électeur? Le premier problème concret est d’identifier quel sujet politique exprime clairement le rôle essentiel que l’UE a joué ces dernières années et le revendique comme le choix politique dominant. Concrètement: si, en tant qu’électeur, je reconnais les mérites de l’UE et de ses stratégies, qui dois-je récompenser par mon vote? En théorie, je devrais choisir parmi les partis ou les listes électorales qui prétendent avoir soutenu et approuvé l’approche stratégique de l’UE. En théorie, ces partis existent bel et bien, mais lorsque je vais (en tant qu’électeur) y regarder de plus près, je constate qu’il y a toujours de nombreux distinguo et de nombreux “oui, mais” qui génèrent des incertitudes ayant des répercussions sur la participation au vote.



Il s'agit, là, de grands choix stratégiques. Les choses se compliquent lorsque nous passons aux politiques sectorielles: en effet, comme je l'ai mentionné plus haut, nous ne discutons et ne votons pas toujours ou presque jamais en référence aux "politiques" dans les différents secteurs qui sont adoptées au niveau européen. La question est la suivante: existe-t-il une position claire des partis politiques, une élaboration d'idées et de projets au niveau des familles politiques européennes? Il s'agit de décisions de l'UE qui affectent la vie quotidienne, mais cela n'est pas perçu de cette manière: ce n'est pas l'importance de l'UE qui ressort, mais au contraire c'est la perception (fortement alimentée) qu'il s'agit d'une "ingérence" de l'UE dans nos vies.

Allons plus loin et soyons plus précis. À l'heure actuelle, les préoccupations de l'électorat qui semblent les plus pertinentes sont l'immigration, l'énergie et la détérioration de la situation socio-économique des "gens ordinaires". Il s'agit là de questions sur lesquelles l'UE a obtenu de bons résultats malgré le conflit entre les gouvernements. Ici, la "communication institutionnelle" de l'UE devrait faire un gros travail de propagande sur ce qu'elle a accompli (et pour la plupart, elle le fait bien), ce qui peut affecter le taux de participation. Mais la question centrale revient: d'accord, mais en tant qu'électeur, je dois voter pour un parti ou une liste et j'ai besoin de connaître leur position sur tout cela. La vérité est qu'il existe un déficit de débat sur les politiques spécifiques européennes.

Ce déficit de débat favorise le phénomène selon lequel le vote européen est, en réalité, essentiellement basé sur des orientations nationales: le lien entre l'identité nationale de l'électeur et l'unité électorale à dimension européenne est absent ou faible. De plus, l'influence décisive des orientations nationales est très largement alimentée par l'élément "sympathie" pour une personnalité politique, c'est un facteur qui joue un rôle important dans le vote exprimé.

D'autre part, certaines caractéristiques de l'Union ont récemment connu des évolutions négatives du fait de certains acteurs politiques. La méthode positive de la négociation (qui a construit l'Europe) a glissé vers la méthode (problématique) du chantage et de l'échange en raison (ou à cause) de décisions à l'unanimité, comme cela s'est produit de manière frappante lors du Conseil européen de décembre 2023, lorsque la Hongrie a exigé le déblocage de fonds qui lui étaient destinés en échange de son abstention sur l'adhésion de l'Ukraine (ensuite elle a opposé son veto à l'aide militaire de toute façon). Et, malheureusement, même si de manière moins retentissante, cette méthode de chantage se manifeste de plus en plus dans différents domaines (un exemple important: la ratification du MES). Le vote à l'unanimité sur certaines questions clés est devenu insoutenable (non gérable) et le serait encore plus dans une Union encore plus élargie.

L'élargissement de l'UE est en fait une autre des grandes questions qui influencent l'électorat. Comme on le sait, il a récemment été décidé d'ouvrir les procédures d'adhésion pour l'Ukraine, la Moldavie et les pays des Balkans occidentaux, mais la Géorgie et la Turquie sont également sur les rangs. Cette décision comporte deux aspects: d'une part, l'idée que l'unité des peuples européens sera poursuivie exalte certainement la planification de l'avenir, mais d'autre part, les inquiétudes concernant les effets négatifs de l'élargissement effraient également l'électeur moyen. Il y a tout d'abord la crainte de l'impact sur les conditions de vie des citoyens de l'UE actuelle: les problèmes d'alimentation et de répartition du budget de l'UE, la facture élevée à payer pour remettre l'Ukraine sur pied, la nécessité pour les pays candidats de s'adapter aux normes européennes. Mais les problèmes de prise de décision ont aussi leur influence et favorisent l'idée de l'opportunité de procéder par étapes.

Néanmoins, la dimension géopolitique internationale actuelle est un facteur qui a une grande influence sur l'accélération ou non du processus d'élargissement, et peut même être décisive dans la décision. Cette question a également une grande influence sur l'électeur potentiel, qui se demande quel est le rôle de l'UE dans le monde, si elle compte pour quelque chose et si elle se porte bien.

L'UE est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis sur le plan international:

- La stratégie d'élargissement des BRICS dans une fonction anti-occidentale
- -a montée en puissance de la Russie de Poutine en tant qu'Etat autoritaire
- Le durcissement autoritaire de la Chine et la progression de son modèle
- Un sentiment d'insécurité dû à la crise de l'équilibre post-1945.

Il y a aujourd'hui une grande partie du monde qui n'a pas de démocratie, qui est privée de libertés, qui contrôle à l'extrême la vie de chacun, qui impose la prison aux opposants et qui attaque les pays démocratiques: mais qui, en même temps, se modernise militairement avec des missiles nucléaires avancés dévastateurs. Dans tout cela, l'électeur européen est au moins déconcerté, sinon effrayé. Pourtant, l'UE a toujours été ferme et très claire sur ce point: ici aussi, la communication institutionnelle peut donc être d'un grand secours. Il reste cependant le problème des incertitudes entretenues par les États et le manque de clarté de nombreux partis.

Tout cela nous amène au dernier point d'analyse, qui s'exprime dans la question suivante: quelle est la pertinence des enjeux pour la défense de la démocratie? Cela s'applique non seulement au niveau international, mais aussi, dans une certaine mesure, au niveau de pays de l'UE. La liberté de critique est un élément essentiel de nos démocraties, mais elle devient un problème lorsqu'il y a un excès de critique, ou plutôt "autocritique" du modèle européen et occidental: cela va de la critique de l'excès de confiance dans la supériorité de la démocratie sur les régimes autoritaires à l'affirmation qu'il est présomptueux de notre part de nous poser en modèle universel. Mais ce n'est pas tout: selon certains, il est nécessaire d'introduire l'idée de démocratie illibérale et d'examiner attentivement l'autoritarisme.

L'UE n'a jamais hésité sur ce point non plus, elle a toujours défendu la démocratie même contre les distorsions dans certains États membres (mais le contrôle s'étend à tous les États membres de l'UE), même avec des mesures drastiques telles que le règlement sur le respect de l'État de droit. Mais, encore une fois, quelle est la pertinence de ces questions pour la défense de la démocratie? Combien d'électeurs

y sont sensibles? Combien de partis choisissent cette question comme bannière politique? On a l'impression qu'en général, on se préoccupe peu de la défense des droits, peut-être parce qu'ils sont considérés (à tort) comme acquis et solides. Au contraire, il devrait être clair que les risques sont réels, que dans certains cas les actions antidémocratiques sont réelles et que sans l'UE, la situation dans les différents États serait très difficile et compromise. Néanmoins, il ne semble pas que la question soulève l'enthousiasme d'une multitude d'électeurs.

En résumant les différents aspects analysés ici, nous pouvons souligner que de nombreux facteurs influencent le cours des élections européennes: les grands choix stratégiques "vitaux" pour l'Union, les politiques sectorielles individuelles, la dégradation de la négociation en une méthode de chantage, la prise de décision, l'élargissement de l'Union, la géopolitique internationale, la défense de la démocratie. Par rapport à l'électeur, tous ces aspects sont soumis à un dualisme relationnel qui s'exprime dans les deux concepts proposés ici: d'une part la "communication institutionnelle", d'autre part le "déficit de débat" au niveau politique. En effet, concrètement, une élection s'explique par un vote, un électeur doit choisir un "camp politique": si l'on n'en tient pas compte, on parle de manière abstraite et vide. La "communication institutionnelle" peut faire beaucoup pour éveiller l'intérêt de l'électeur et aussi pour l'informer de ce qui se passe, mais au moment du vote, il faut choisir un parti ou une liste, et il faut le faire sur la base de ce que le parti choisi exprime et propose: cette partie du débat est absente, ou en tout cas très réduite, ce qui pousse l'électeur soit à ne pas participer, soit à choisir sur la base d'orientations nationales.

Seize ans après la signature du traité de Lisbonne, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander sa révision, compte tenu des événements majeurs survenus entre-temps, comme la crise financière, le Brexit, la pandémie et l'invasion de l'Ukraine. La Conférence sur l'avenir de l'Europe est un bon point de départ, préparé avec la "participation" des citoyens: des personnalités importantes appellent à la convocation d'une "convention" pour la réforme des traités qui prenne en compte les résultats de la conférence, également dans la perspective des futurs élargissements. À cet égard, un groupe d'experts franco-allemands a proposé un cadre composé de quatre cercles concentriques, dont le plus grand est la "communauté politique européenne". En résumé, la volonté de changement institutionnel ne manque pas et la question d'une nouvelle phase "constitutive" de l'UE est désormais sur la table. Dans le passé, la volonté de réformer l'UE de manière plus avancée a toujours été un moteur de la participation électorale: aujourd'hui, c'est un peu moins le cas, mais il ne faut pas l'ignorer car il s'agit de l'avenir, de la perspective. Cependant, l'électeur d'aujourd'hui est moins idéaliste et beaucoup plus pragmatique, et c'est sur cela qu'il faut travailler. Mais l'une des principales choses à améliorer est certainement le renforcement et l'évolution d'une arène où se déroule une confrontation politique clairement visible et franche avec une dimension européenne. ■





Eleições europeias



José Nunes de
Carvalho

A solicitação da AIACE Internacional, a cada uma das secções nacionais, para que forneçam um pequeno contributo sobre as eleições europeias que se avizinham, é um desafio ingrato.

Não pelo tema em si, mas porque escrever sobre eleições europeias para antigos funcionários europeus tem desde logo dois perigos: ser inútil e parecer pretensioso. Inútil por se tratar de um tema que os antigos funcionários conhecem bem e sobre o qual têm ideias bem definidas. Pretensioso por poder parecer que, ainda assim, alguém tem a veleidade de lhes querer dar lições.

No entanto, há aspectos impossíveis de ignorar. Por um lado, a falta de informação de tantas das pessoas que nos rodeiam (para não falar da desinformação – deliberada ou por ignorância – a que somos constantemente sujeitos). Por outro lado, o facto de as eleições europeias serem habitualmente menos concorridas que as eleições “nacionais” e de servirem muitas vezes apenas para os eleitores exprimirem o seu descontentamento com os governos em exercício, desvirtuando o propósito europeu. E por último – e isto é uma

particularidade exclusivamente portuguesa – o facto de as datas das eleições (6 a 9 de Junho) estarem desta vez “coladas” a feriados que muitos portugueses (os que podem...) aproveitam para se ausentar, contribuindo ainda mais para uma abstenção que é tradicionalmente elevada.

Por isso, talvez não seja inútil adiantar alguns dados e considerações que permitam ajudar a esclarecer os nossos próximos e, quem sabe, motivá-los a irem votar.

Desde logo, desvalorizar as eleições europeias compartimentando assuntos nacionais e assuntos europeus é um engano. As eleições europeias, ao contrário do que muitos ainda pensam, não dizem respeito a uma realidade distante. No momento actual, mais do que nunca, o que se passa a nível internacional condiciona fortemente a vida interna dos países (a nível económico, comercial, energético, de defesa, de relações externas...). Por maioria de razão,



o que se passa a nível europeu, dado o grau de integração, é ainda mais importante para os Estados-membros e para os seus cidadãos.

Num período muito curto, a União Europeia viu-se confrontada, para além de uma pandemia, com uma situação geopolítica completamente nova: uma guerra no seu flanco Leste, uma nova situação de grande instabilidade no flanco Sul, o desafio da crescente agressividade comercial asiática; e perfila-se ainda a incerteza em torno das próximas eleições nos Estados Unidos e das consequências que daí poderão advir para as relações internacionais e particularmente para o futuro da NATO.

Até ao momento, a União Europeia tem demonstrado a sua capacidade de resposta às crises e contribuído fortemente para amortecer o seu impacto.

Atente-se no último Eurobarómetro. Por um lado, elenca as principais preocupações manifestadas pelos cidadãos da UE:

- A inflação.
- A situação internacional.
- A imigração.
- O ambiente e as alterações climáticas.
- A autonomia energética.

Por outro lado, o mesmo Eurobarómetro reflecte a opinião dos cidadãos quanto à actividade da UE relacionada com as mesmas áreas:

- Mais de 70% dos cidadãos da UE aprovam o apoio financeiro à Ucrânia e as sanções aplicadas à Rússia; 64% apoiam o fornecimento de equipamento militar à Ucrânia; 56% estão de acordo com a reacção da UE à invasão da Ucrânia.
- 77% dos europeus são favoráveis a uma política comum de defesa e segurança, com números igualmente elevados a defender o reforço da capacidade de produção de equipamento militar.
- 80% dos cidadãos europeus defendem um aumento da cooperação europeia no sector da Defesa.
- 69% consideram que a UE tem poderes e instrumentos suficientes para defender os seus interesses na economia global.
- A percepção da situação económica melhorou significativamente (45% de respostas positivas, um aumento de 5% relativamente ao anterior Eurobarómetro).

- O apoio à moeda única continua muito elevado (78% na zona Euro, 71% no conjunto da União).
- Mais de 80% dos cidadãos da UE consideram que a União deveria investir fortemente nas energias renováveis e que o aumento da eficiência energética a tornaria menos dependente de produtores exteriores à União.
- opinião geral sobre a Europa continua largamente favorável; 63% consideram-se optimistas quanto ao futuro da Europa.

Como se vê, a percepção dos cidadãos sobre a UE mantém-se estável, a níveis elevados. Mais ainda, as principais preocupações dos cidadãos cruzam em grande medida as mesmas áreas em que os mesmos manifestam grande confiança na actuação da União Europeia.

Esta visão animadora não pode permitir perder de vista os desafios com que a União continua confrontada: a imigração, que tem servido para alimentar populismos diversos e para envenenar o debate político; a inflação, que continua a ser uma preocupação; a necessidade, posta em evidência pelos acontecimentos dos últimos anos, de a União Europeia se dotar de uma capacidade de defesa e segurança à altura da sua dimensão e das suas ambições; a necessidade de uma reindustrialização; a redução da dependência energética; a digitalização e modernização...

As eleições europeias são sobre tudo isto.

Perante o apreço pelo que tem sido conquistado colectivamente e perante a consciência de quanto é importante e exigente aquilo que está em causa, uma participação sólida nas eleições europeias será um sinal forte de confiança e de esperança da parte dos cidadãos.

Ao contrário de tantos outros, temos o privilégio de viver num espaço de democracia, liberdade e progresso, e isto em grande parte por pertencermos a um bloco que tem demonstrado, face às dificuldades, que continua a ser um paradigma de estabilidade, prosperidade e segurança. Todos temos consciência disso. Façamos então o possível para contribuir para o esclarecimento dos nossos concidadãos. ■



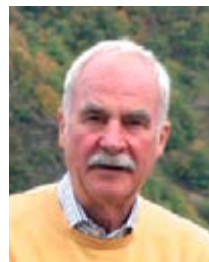
Cet article est également disponible en français sur le site de l'AIACE
<https://aiace-europa.eu/fr/les-elections-europeennes-au-portugal-translation-from-portuguese-by-jose-nunes-de-carvalho/>



Wir sind Europa

Diese Wahl zum Europaparlament findet unter völlig veränderten Rahmenbedingungen statt. Das geopolitische Geschehen wird nicht mehr von Europa oder dem Westen bestimmt, sondern zunehmend von China und anderen neuen globalen Mächten, bislang eher als Entwicklungsländer eingeordnet.

Und wir alle sind von den Veränderungen in der Biosphäre und im Klimasystem betroffen: extremen Schwankungen im Klima bis hin zu Ernährungsproblemen und Migrationsströmen. Diese Veränderungen, die ganz offensichtlich eine engere globale Zusammenarbeit erfordern, aber vielmehr zu einem Wiederaufleben des Imperialismus (Russland, China) und des politischen Partikularismus führen (Trump, Orban, etc.), können nicht weiterhin ignoriert werden. Sie sollten vielmehr Anstoß sein für tatsächliche Änderungen in der Politik, insbesondere auf europäischer Ebene; national ist da wenig zu erreichen. Die Wahl zum Europaparlament ist der geeignete Zeitpunkt, aber werden die politischen Parteien das aufgreifen?



C.D. Falkowski



Aber wir alle sind doch wirklich beteiligt, wir können bei der Europawahl Einfluss nehmen. Wir, die Wähler, können stabile demokratische Parteien wählen, und die Politik, die Europa voranbringen kann. Eine weitere Zersplitterung der Parteienlandschaft steht dem entgegen. Nur mit einem starken europäischen Parlament dürfte es weiterhin möglich sein, durch stabile und handlungsfähige Institutionen zu gewährleisten, dass Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und unsere Art zu leben gesichert bleibt.

Es hat sich in den USA aber auch in Ungarn und Polen gezeigt, dass starke Institutionen durchaus in der Lage sind, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit und die Rechte seiner Bürger zu schützen. Deswegen ist es überhaupt nicht verwunderlich, dass die Destabilisierung von demokratischen Institutionen und Medien bevorzugte Ziele seiner Gegner sind. Und es ist leichter etwas zu zerstören, als etwas aufzubauen; nicht nur physisch, sondern insbesondere Institutionen und Medien.

Die Herrscher im Kreml fürchten nichts mehr als Demokratie, Rechtsstaatlichkeit, freie Medien in der Ukraine, mehr als militärische Macht. Der russische Überfall auf die Ukraine ist ein Krieg in Europa und ein Krieg gegen die Europäische Union; gegen Europas Werte, gegen unsere Freiheit und Demokratie, gegen unsere Art zu leben.

Das Europaparlament sollte die Aufnahme der Ukraine in die EU weiter voranbringen, auch mit anderen Beitrittsformen als die bisher übliche Vollmitgliedschaft. Autokraten und Diktatoren leben von der Spaltung der Gesellschaft, von der

Ausgrenzung „der Anderen“, von der Schaffung eines vermeintlichen Wir-Gefühls für eine eigene Gruppe, für die dann Politik ausschließlich gemacht wird, und eben nicht für alle in der Gesellschaft.

Das Europaparlament ist das Bindeglied zwischen den Institutionen in Europa und ihren jeweiligen nationalen Herkunftsländern. Insbesondere, da die Wahl zum Europaparlament nach nationalen Vorschriften erfolgt und, bis auf eine Partei, alle Parteien mit nationalen Programmen in den Europawahlkampf gehen.

Das Europaparlament hat die Aufgabe, die Distanz zwischen den nationalen Vorstellungen und der europäischen Ebene zu überbrücken und, aufzuzeigen, dass Europa – wir alle sind. Das Europaparlament muss für die Bürger da sein und nicht etwa umgekehrt. Diese Vorstellung sollte die Leitlinie sein für diejenigen, die in das Europa-Parlament gewählt werden möchten. Aber die Blickrichtung muss auch vom Europaparlament zurück in die nationalen Parlamente und Parteien gehen. Das Leitbild für nationale Politik muss europäische Politik sein, insbesondere deutsche Politik sollte europäische Politik sein und nicht deutsche Politik in Europa.

Die Parlamentarier müssen glaubwürdig sein und dafür eintreten, dass die Europäische Union nicht als eine Art parallele Veranstaltung angesehen wird. Leider gibt es eine Zahl von national-populistischen Parteien, die aus dem Europaparlament heraus, die Europäische Union und seine Institutionen schwächen oder sogar abschaffen wollen. Und wir

werden erst merken was Demokratie, was die Europäische Union bedeutet, wenn diese nicht mehr unseren Vorstellungen entsprechen oder gar nicht mehr existieren, wenn die selbstverständliche Gültigkeit eines allgemeinen Regelwerkes sich schleichend verändert, wenn das unantastbare Prinzip der Gewaltenteilung geschwächt und die politische Kultur verfällt, wie es nicht nur in den USA oder sondern auch schon in einigen Mitgliedstaaten zu beobachten ist.

Das Europaparlament muss das Interesse für das Gemeinwohl aller im Vordergrund haben und nicht die Einzelinteressen bestimmter Gruppen oder Personen. Das Leitbild im Europaparlament muss die Stärkung Europas sein und nicht die Durchsetzung bestimmter nationaler / nationalistischer Interessen.

Europa ist mehr als die Summe seiner Mitgliedstaaten. Sie alle sind, auch Deutschland, ohne den Rückhalt in der europäischen Union im internationalen Kontext ohne Bedeutung und ohne Einfluss. Nur gemeinsam können die nach wie vor kleinstaatlichen Vorstellungen überwunden und in dem schwierigen internationalen Umfeld Einfluss und Mitspracherecht gesichert werden. Letztendlich ist es nicht China oder Russland mit einem gewendeten Imperialismus (die neue Weltordnung) oder andere aufstrebende Länder, die Europa in Bedrängnis und ins Abseits bringen können, sondern es ist die eigene Kurzsichtigkeit und die intensive Beschäftigung mit sich selbst, ohne strategische Ausrichtung auf die Zukunft und ihre gewaltigen Herausforderungen.

Demokratie, die Europäische Union ist nicht eine Angelegenheit von Dritten, sondern wir die Bürger sind daran beteiligt und wir sollten, wo immer es geht, uns dafür einsetzen; zum Beispiel in der Bewegung „Pulse of Europe“: Zeichen setzen und Türen öffnen – sich für Europa engagieren, das Friedensprojekt Europa sichern und verstetigen.

Der Slogan für die Wahl zum Europarlament bleibt: **Was immer Du wählst, wähle Europa.**

Das Ziel ist, möglichst viele Mitmenschen zu mobilisieren für die Sicherung einer demokratischen, friedensstiftenden und sozialen Europäischen Union zu stimmen. Und zwar überzeugte Europäer ebenso wie die weniger an Politik Interessierte, denen die Bedeutung der Europäischen Union oder auch die Wahl nicht so wichtig erscheint.

Den Europa-Aktivisten von Pulse of Europe geht es um die Sicherung unserer Art des gemeinschaftlichen Miteinander, um die Zukunft Europas, also um die Frage, in welcher Welt in Europa wir leben möchten. Pulse of Europe steht für ein gelebtes Miteinander und steht ganz entschieden gegen destruktive, nationalistische Bestrebungen. Jeder ist bei Pulse of Europe herzlich willkommen, jeder kann einen wichtigen persönlichen Beitrag leisten, Europa und seine Werte zu schützen: <https://pulseofeurope.eu/mitmachen>. ■

This article is also available in English on the AIACE's website:

<https://aiace-europa.eu/we-are-europe-translation-from-german-by-c-falkowski/>

Cet article est également disponible en français sur le site de l'AIACE :

<https://aiace-europa.eu/fr/nous-sommes-leurope-traduction-de-lallemand-par-c-falkowski/>



Europawahlkampf mit Zollstock und Grillzange

Ein Interview mit Marie Glißmann, Spitzenkandidatin der SPD aus Brandenburg für die Europawahl 2024

Ein Wahlkampf mit besonderen Herausforderungen braucht eine besondere Kandidatin

Marie ist 29 Jahre jung, in der Kreisstadt Perleberg, im Nordwesten Brandenburgs geboren, alleinerziehende Mutter eines Kindes und lebt heute an der deutsch-polnischen Grenze in Frankfurt (Oder). Ihre Familie war selbst in der Landwirtschaft tätig, zu DDR-Zeiten hielten sie Milchkühe, nach der Wende Ziegen und Schafe. „Vor zehn Jahren haben wir den Hof aufgegeben. Es war für unsere Familie nicht auskömmlich als Selbstvermarkter. Die finanziellen Mittel für Bio-Siegel fehlten, aber auch der bürokratische Aufwand war ohne Netzabdeckung nicht leistbar. Auch die Nachfrage war und ist heute schwierig, da das Einkommen in Ostdeutschland noch immer geringer ist und die Rücklagen der Menschen mehrheitlich fehlen.“

Doch Marie will nicht meckern, sondern Mut machen und unterstützen. „Brandenburg ist eine europäische Herzkammer und Laboratorium aufgrund der 279 km langen Grenze mit Polen. Die Zusammenarbeit zwischen Vereinen, Kommunen und dem Land Brandenburg mit den polnischen Gemeinden und



Viola Groebner

Vize-Präsidentin
Sektion Deutschland

Als ich zum ersten Mal mit Marie telefonieren wollte, mussten wir dies aufgrund der streckenweise fehlenden Netzverbindung in der Uckermark verschieben. Wie ich von ihr erfuhr, sei das typisch für die Region. Brandenburg sei eben besonders, aber auch besonders schön. Marie, die direkt bei ihrer ersten Kandidatur für eine Europawahl als Spitzenkandidatin der SPD für Brandenburg ausgewählt wurde, stammt selbst aus einem brandenburgischen Dorf und kennt sich gut aus. Aktuell macht sie Wahlkampf vor allem auch in den ländlichen Regionen Brandenburgs. In unseren Telefonaten sollte ich bald mehr über diese Region im Herzen Europas und ihre Menschen erfahren.

Wojewodschaften ist vertrauensvoll und freundschaftlich. Das spüren wir auch im Handwerk und im Gesundheitsbereich. Es fehlen überall Fach- und andere ausgebildete Arbeitskräfte. Ohne die zugezogenen Menschen aus Polen, könnten die Strukturen nicht mehr aufrechterhalten werden.“

Wie man Brandenburg mit einem Zollstock und einer Grillzange von Europa begeistert

„Ein Zollstock ist natürlich ein sinnhaftes Wahlwerbegeschenk bei uns pragmatischen Preußen“, merkt Marie an. „Und auch Grillzangen gehen immer, weil wir Brandenburger am Wochenende in der Laube (auch Datsche genannt) oder auf dem Dorffest sehr gerne am Grill zusammenkommen.“

Bei einem nächsten Gespräch hatten wir dann etwas mehr Zeit dank stabiler Netze und wir sprachen über Maries Engagement bei der SPD, ihre Erfahrungen im ersten Europawahlkampf, einschließlich den von Tür zu Tür Besuchen.

„Ich bin seit 2009 Mitglied der SPD und engagierte mich zunächst bei den Jusos im Arbeitskreis Europa und Polen. Ich habe mich eindeutig für die SPD entschieden, weil mich Willy Brandts „Ostpolitik“ bewegt hat. Seine politischen Ziele haben mich motiviert, später selbst einen Friedensdienst in Minsk, Belarus zu leisten, um unsere historische Verantwortung besser zu verstehen und russisch zu lernen.“

Marie und ich sprechen natürlich auch über die Gestaltung des Wahlkampfes. Marie ist seit Dezember 2023 in den ländlichsten Regionen mit Auto unterwegs: Brandenburg ist ein Flächenland und hat eine Bevölkerungsdichte von nur 87 Einwohnern pro km². Bei Tür zu Tür Besuchen, aber

auch sonstigen Zusammenkünften hört sie zu, wo der Schuh drückt und notiert sich sorgfältig die Probleme der Bürgerinnen und Bürger.

Sie fährt zu den Bürgermeisterinnen und Bürgermeistern, macht Termine mit dem Kinder- und Jugendbeirat, dem Jagdverband, den Landfrauen, spricht in Bäckereien und anderen Unternehmen vor und besucht europäische Ankerpunkte, wie die F60 im Besucherbergwerk in Lichterfeld*.

Zuhören und Anpacken ist Maries Motto

Marie trifft leider auch in Brandenburg auf AfD-Anhänger, Reichsbürger und andere Nationalradikale, die mit ihren demokratiefeindlichen Ansichten auch in der Region Fuß fassen und u. a. für einen Austritt aus der Europäischen Union eintreten. „Bei Zusammentreffen mit AfD-Sympathisanten bleibe ich wie immer freundlich, spreche mit den Menschen, höre zu. Ich habe vielleicht einen anderen Zugang zu den potentiellen Wählern, die sich von den falschen Versprechen der AfD täuschen lassen. Für sie steht oft ihr Frust und ihr Kampf um die eigene wirtschaftliche Existenz im Fokus. Erfahrungen, die ich auch mit meiner Familie kennenlernen musste.“

Jedoch: die bedrückenden Erfahrungen aus den „Baseballschläger“- Jahren (ca. 90er und 2000er Jahre) sind noch sehr präsent. Während dieser Zeit musste man immer fürchten, verbal oder sogar tödlich angegriffen zu werden, wenn man nicht „konform“ ging mit den „Ideologien“ der rechtsextremen Schläger und Neonazis. Deswegen sind die vielen Demos gegen den Rechtsextremismus mit hundert oder hunderttausend Teilnehmern (je nach Stadt/Region) so wichtig, die die Politik zum

Handeln auffordern. Wir wollen nie wieder solche extremen Situationen erleiden und niemals den Verlust der Demokratie fürchten müssen!“

Brüssel braucht Brandenburg und Brandenburg braucht Brüssel!

„Europa ist hier und Europa sind wir“, ist Maries Devise. Sie sieht das Wirken der EU überall, ob es um die neueste EU-Verpackungsrichtlinie, oder LEADER Mittel für die Regionalvermarktung von Unternehmen im ländlichen Raum geht. „Zu wenig werde darüber gesprochen, was in Brandenburg dank der EU umgesetzt werden könne, aber auch zu wenig darüber, wie sehr Brüssel Brandenburg brauche.“ Eigentlich sollte es eine Win-Win-Situation sein.

Marie kommt noch einmal auf die ihr sehr am Herzen liegende Partnerschaft mit Polen zurück: „Ich kenne die Probleme auf dem Land, aber auch die Bedeutung Brandenburgs für Europa. Brandenburg ist das Bundesland, das immer enge Beziehungen zu Polen in guten wie in schlechten Zeiten pflegt. Das bildet sich sogar auch in unserer Verfassung (Art. 2) ab. Die EU-Ratspräsidentschaft Polens 2025 sehe ich als große Chance, grenzübergreifende Projekte auf den Weg zu bringen, die bisher an unterschiedlichen nationalen Kompetenzen scheiterten, oder auch an mangelnder Priorisierung beim Ausbau der Infrastruktur.

Als Grenzgängerin und dank meiner politischen und wirtschaftlichen Fach- sowie sehr hilfreichen russischen wie ukrainischen Sprachkenntnisse verstehe ich besser, was es für einen gesicherten Frieden braucht. Es ist vornehmlich die Infrastruktur. Jeder Kilometer Schiene, Straße, jede Brücke und jedes KV-Terminal (= Umschlagbahnhöfe) sind Meilensteine beim Zusammenwachsen. Kommunalpolitiker argumentieren seit über 10 Jahren aus wirtschaftlicher, aber auch verteidigungspolitischer Perspektive für einen stärkeren

Fokus auf Mittel- und Osteuropa. Eine Umsetzung ist längst überfällig. Übrigens planen wir eine Zugfahrt von Brandenburg nach Polen mit unseren polnischen Kandidierenden, um neben den inhaltlichen Debatten den europäischen Geist wahrhaftig zu erfahren“, erzählt sie begeistert weiter. Für mich steht fest: Marie ist eine echte Europäerin!

Brandenburgische Hoffnung auf frischen Wind in Brüssel

Die europäische Idee lebt von Menschen wie Marie, die hochmotiviert sind, Kooperationen auszubauen und gleichzeitig ein Gespür und Gehör für die Anliegen vor Ort haben. Ich habe Marie als äußerst muntere, unermüdliche Kämpferin im Europawahlkampf kennengelernt (wenn auch leider nur in Gesprächen und wegen Zeitmangels nicht physisch und vor Ort...), die sich ins Zeug legen wird in Brüssel für die Belange Brandenburgs, Mittel- und Osteuropas, der Verteidigung der Werte unserer Demokratie und der Wahrung der Menschenrechte und noch sehr vieler Dinge mehr, die ihr am Herzen liegen!

Ich wünsche Marie viel Glück und Erfolg und freue mich, sie hoffentlich bald in Brüssel oder Straßburg zu treffen! ■

* Das F60 Besucherbergwerk in Lichtenfeld, Brandenburg, wird von den Betreibern beschrieben, als „Eine der größten beweglichen Arbeitsmaschinen der Welt“

Die F60 wurde durch VEB TAKRAF Lauchhammer (heute TAKRAF GmbH Lauchhammer) vor Ort von 1989 bis 1991 erbaut. Diese Brücke ist die letzte von fünf gebauten Seriengeräten. Sie arbeitete vom März 1991 bis zum Juni 1992. Die Stahlkonstruktion wird auch als „Liegender Eiffelturm der Lausitz“ bezeichnet. Die Gesamtlänge beträgt 502 Meter, damit überragt sie den Eiffelturm um 182 Meter. Mit der Breite von 204 Metern und der Höhe von fast 80 Metern werden ihre gewaltigen Dimensionen unterstrichen. Die Abtragsmächtigkeit der beiden Bagger im Hoch- und Tiefschnitt beträgt insgesamt 60 Meter, daher der Name F60. Heute sind nach der Umrüstung und dem Ausbau von Baugruppen noch 11.000 Tonnen Stahl vorhanden.



Settantadue anni di democrazia parlamentare europea dal 1952 al 2024: e poi?

La prima sessione di quella che fu inizialmente battezzata solo in Italia e Francia “assemblea parlamentare europea” si svolse a Lussemburgo il 10 settembre 1952 ed in quel giorno i governi dei Sei e cioè Francia, Germania, Italia, Belgio, Lussemburgo e Paesi Bassi in quella che fu battezzata “la piccola Europa” – su ispirazione del leader federalista Altiero Spinelli e su proposta del presidente del Consiglio italiano Alcide De Gasperi – incaricarono i deputati europei riuniti per l’occasione in una “assemblea ad hoc” di redigere lo statuto di una “comunità politica europea” (da non confondere con quella suggerita da Emmanuel Macron settanta anni dopo come risposta alla guerra in Ucraina e alla sua futura adesione all’UE) che avrebbe dovuto costituire l’indispensabile quadro

democratico e istituzionale per dare vita alla “Comunità europea di Difesa” e rendere il progetto comunitario autonomo dalla Alleanza Atlantica.

Già dalla sua nascita, l’Assemblea dell’allora Comunità Europea del Carbone e dell’Acciaio (CECA) aveva deciso di adottare alcune decisioni che confermavano il carattere innovativo dell’istituzione parlamentare rispetto ad altre assemblee europee ed internazionali:

- Innanzitutto, il nome, che in tedesco e olandese sarebbe stato fin dall’inizio “Parlamento europeo” per diventare il nome ufficiale in tutte le lingue dei Sei a partire dal 1962



Virgilio Dastoli

Président du
Mouvement
européen en Italie

- In secondo luogo, la suddivisione dei deputati in gruppi politici (allora democristiani, socialisti e liberali) invece che in delegazioni nazionali perché essi erano forse inconsapevolmente gli eredi dell'universalismo cristiano, dell'internazionalismo socialista e del cosmopolitismo liberale
- In terzo luogo, l'organizzazione dei lavori in periodi della sessione plenaria annuale ma soprattutto in commissioni permanenti che corrispondevano inizialmente alle attività della CECA e poi a quelle dei trattati di Roma (Mercato Comune ed Comunità dell'Energia Atomica) per assicurare la continuità del controllo politico e parlamentare sulle attività delle Comunità
- In quarto luogo il fatto di essere, nonostante la designazione dei membri da parte delle assemblee legislative nazionali fino al 1979, la rappresentante dei popoli degli Stati riuniti nelle Comunità e non dei parlamenti nazionali.

Dal 1952, il Parlamento europeo è stato – per usare un'espressione di Altiero Spinelli – la cittadella della democrazia europea *in statu nascendi* rivendicando fin dall'inizio il suo diritto a diventare un vero parlamento, al contrario delle altre assemblee interparlamentari che hanno sempre accettato la loro condizione di organi solo consultivi, e il punto di riferimento della difesa dei diritti fondamentali nelle Comunità, in Europa e nel mondo.

La prospettiva sovranazionale è stata periodicamente evocata dalla maggioranza dei membri del Parlamento europeo legandola innanzitutto alla sua elezione a suffragio universale e diretto affermata già nell'articolo 21 del Trattato della CECA e quindi nell'art. 138 del Trattato di Roma realizzata solo nel 1979 e poi nell'evoluzione delle Comunità europee verso una "unione sempre più stretta" che fu la formula proposta dal negoziatore francese dei

trattati di Roma Jean-François Deniau come compromesso fra la finalità federale indicata da Jean Monnet nella Dichiarazione Schuman del 1950 e l'Europa delle patrie o confederale rivendicata dal generale Charles De Gaulle.

L'obiettivo sovranazionale, per essere più precisi nella sua sostanza più che nella forma, ha trovato il 14 febbraio 1984 una realizzazione di carattere costituzionale nel progetto di Trattato che istituisce l'Unione europea meglio conosciuto come "*progetto Spinelli*" approvato non a caso da una larga maggioranza nel Parlamento europeo e non da una Conferenza intergovernativa.

L'obiettivo sovranazionale è andato evaporando negli anni dal 1984 in poi per varie ragioni concomitanti perché i governi hanno ritenuto che si poteva reagire agli stress test nazionali, europei e internazionali (la caduta del Muro di Berlino, la creazione della moneta unica, l'allargamento dell'Unione europea dal Nord al Sud passando per l'Est, il terrorismo internazionale l'11 settembre 2001 e la reazione sconsiderata degli Stati Uniti e di un loro gruppo di alleati-sudditi con la guerra all'Iraq, le crisi finanziarie e le loro conseguenze sociali, le esplosioni di protesta nel Mediterraneo e il prevalere delle autocratie, i flussi migratori, la pandemia, la degradazione del pianeta, i rischi della info-sfera, la terza guerra mondiale a pezzi..) tornando indietro all'Europa delle Nazioni o delle Patrie e perché l'assenza dell'Europa ha insufflato ossigeno nei polmoni dei movimenti a difesa delle apparenti sovranità nazionali rafforzati dalle debolezze degli europeisti.

Le decime elezioni europee, che avranno luogo dal 6 al 9 giugno nei ventisette paesi che fanno parte dell'Unione europea, coinvolgeranno oltre quattrocento milioni di elettrici ed elettori chiamati a votare per scegliere fra il rilancio dell'obiettivo sovranazionale e cioè per sostenere l'idea di passare da un'unione ibrida fra modello comunitario

e sistema confederale ad un sistema federale nel rispetto della Carta dei diritti fondamentali o l'irrigidimento delle divisioni fra Stati-nazione che privilegiano i più forti fra di loro e i più forti al loro interno.

Nella logica dell'intermittente azione degli innovatori nella assemblea europea per settantadue anni, un gruppo di innovatori nel Parlamento europeo che sarà eletto dal 6 al 9 giugno potrebbe rivendicare la necessità e l'urgenza di andare al di là del Trattato di Lisbona firmato più di sedici anni fa superando l'ostilità dei governi nazionali e affidandosi alla sua legittimità di rappresentante delle cittadine e dei cittadini europei che lo hanno eletto in un ruolo che potremmo definire "*precostituente*".

Ciò potrebbe avvenire vincendo non solo le inevitabili resistenze della minoranza rumorosa dei sovranisti ma soprattutto la ritrosia della maggioranza dei parlamentari che potrebbe aver timore di avviare una sorta di "insurrezione istituzionale" trasformando il Parlamento europeo in una "assemblea della pallacorda".

Non si tratta, cioè, di affidare il futuro dell'Europa alla proposta di una parziale revisione del Trattato di Lisbona ma di elaborare un progetto politico che contenga la visione di un sistema efficace e democratico valido oggi per l'Unione a ventisette ma in un futuro più lontano per l'unificazione in una sola comunità di tutti i paesi democratici del continente.

Questo progetto dovrebbe essere sottoposto *in itinere* agli strumenti della democrazia partecipativa che hanno caratterizzato la Conferenza sul futuro dell'Europa e ad un confronto delle democrazie rappresentative in "*assise interparlamentari*" che potrebbero svolgersi parallelamente ai lavori del Parlamento europeo al fine di far adottare dalla sua maggioranza un rapporto definitivo da sottoporre ad un referendum paneuropeo affinché il progetto entri in vigore fra i popoli e gli Stati che lo vorranno secondo la logica di un'Europa con due cerchi concentrici.

Le organizzazioni rappresentative della società civile dovrebbero aprire una forte azione politica sui candidati e sui partiti affinché essi rivendichino per il futuro Parlamento europeo un ruolo di leadership democratica come avvenne nella prima legislatura sotto impulso di Altiero Spinelli che portò alla approvazione del progetto del 14 febbraio 1984.

Per quanto riguarda tutte e tutti coloro che hanno rappresentato o rappresentano la funzione pubblica europea vale ancora oggi l'insegnamento di Jacques Delors che invitava i suoi amministratori a farsi carico di sei funzioni nel quadro della dualità che la dottrina attribuisce normalmente alla Commissione:

- innovare, di fronte alle nuove necessità dell'Unione europea;
- legiferare, elaborando dei testi giuridici necessari per le decisioni comunitarie;
- gestire, il numero crescente delle politiche comuni;
- controllare la buona applicazione delle decisioni comunitarie a tutti i livelli;
- negoziare costantemente con i vari protagonisti del processo comunitario;
- agire con flessibilità per compiere con successo le altre cinque funzioni.

Così facendo possiamo sperare ed agire per realizzare la finalità federale del processo di integrazione europea e completare l'architettura di un'Europa unita che metta fine alle divisioni del continente per promuovere la pace, il progresso, la sicurezza e la cooperazione internazionale. ■

Pier Virgilio Dastoli, Membro AIACE Italia, Presidente del Movimento europeo in Italia, Funzionario nelle istituzioni europee dal 1988 al 2014



Valget til Europa-Parlamentet



Allan Dalvin

Valget til et nyt Europa-Parlament finder i Danmark sted den 9. juni. Hvert parti, der er repræsenteret i Folketinget, kan opstille indtil 20 kandidater. I Danmark er der mange partier i Folketinget, for man skal bare have 2% af stemmerne ved et folketingsvalg eller et kredsmandat. Vi har derfor 11 partier, men kun en lille befolkning og kan derfor kun vælge 15 medlemmer af det nye Europa-Parlament. Partiernes opstillingslister er ikke helt færdige, men der er foreløbig opstillet over 100 kandidater. Rent faktisk vil nogle partier slet ikke blive repræsenteret, og de mest populære får vel højst indvalgt 3.

Der har i pressen verseret rygter om, at de stærkt højreorienterede partier vil blive styrket ved det kommende valg, men det gælder næppe for Danmark. Tidligere var det måske sådan, at de højreorienterede partier var mere positive over for EU end de venstreorienterede partier, men det er nu ændret. Med en enkelt undtagelse er alle partier på den politiske midte positive og lægger vægt på EU-medlemskabet. Kun det yderste højre og det yderste venstre er mere forbeholdne. Dette er kommet til udtryk i en europapolitisk aftale, der den 15. december 2023 blev indgået mellem 8 af de 11 partier i Folketinget. Aftalen gennemgår på 10 sider de fleste politikområder og lægger op til en fælles holdning. Det skulle undgå intern strid i hvert fald indtil efter Danmarks formandskab i Rådet i 2025.

Vi håber også på en stor valgdeltagelse. Europabevægelsens danske afdeling arrangerer et stort antal debattmøder rundt om i landet sammen med to partier – et på venstrefløjen og et på højrefløjen. Kun to ud af 11 partier, men måske de to partier som vil hente flest stemmer ved Europaparlamentsvalget.

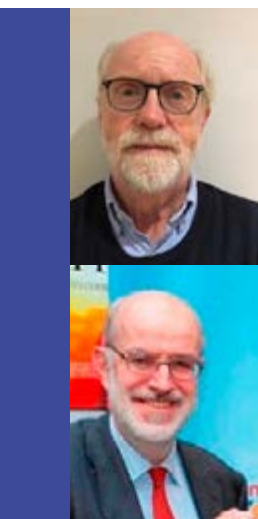
Det Europæiske Råd for Udenrigsrelationer (ECFR) har netop undersøgt hvilke tre af de mange politikområder, der har vælgeres største interesse. Resultatet er migration, klima, og krigen i Ukraine. Hvordan man skal begrænse antallet af migranter, der af religiøse eller andre grunde ikke vil integrere sig i vores samfund, er nok mest en bekymring for de ældre. Den anden bekymring klimaet, er nok det vigtigste for de unge. De skal leve med resultatet af de udledninger, vi foranlediger nu, og i Danmark er der uhyre mange boliger og andre bygninger, som ved selv en moderat stigning i havniveauet på for eksempel en halv meter i løbet af dette århundrede vil blive udsat for oversvømmelser, også selvom der ikke er tale om en stormflod. Danmark har en meget lang kystlinje, så det vil være umuligt at anlægge diger overalt. Vælgeres tredje bekymring er krigen i Ukraine. Det er en krig meget tæt på os, men selvom EU har sendt mange positive verbale signaler til Ukraine, så er det småt med våbenforsendelser, og det er det de har brug for. Det er dog ikke så simpelt, dels fordi de europæiske lande benytter så mange forskellige våbentyper, dels fordi avancerede våbentyper ikke bare kræver uddannelse i brugen, men også ekspertise i vedligeholdelse og reparation af udstyret. Danmark er nu begyndt at leve Leopard-kampvogne, men tidligere leverancer fra

andre er til dels kommet i vanskeligheder, fordi man ikke kunne vedligeholde dem. Tilsvarende gælder de avancerede F-16 fly, som også kræver for eksempel højkvalitets startbaner. For så vidt angår anden støtte skriver pressen mest om Ungarns blokade af støtte til Ukraine, men store lande som Frankrig, Italien og Spanien vil også helst nøjes med pæne ord.

Spørgsmålet er, hvordan Parlamentet vil stille sig til disse vigtige spørgsmål. Hvad der kan gøres på kort sigt er begrænset, for budgettet for indeværende år blev lagt fast 10. oktober 2023. Det er imidlertid klart, at både klimatilpasning, militær støtte og hjemlig udbygning af forsvaret vil kræve enorme beløb, så der snarligt må ske en væsentlig omprioritering af budgettet, hvor landbrugsstøtten stadig optager ca. en tredjedel. Det må selvfølgelig også komme på tale at forøge budgettet. Politikerne taler om at inkludere en række balkanlande foruden Ukraine, men det er jo alle fattige lande. Det er i den forbindelse et problem, at der i øjeblikket kun er meget få nettobidragydere til budgettet: Tyskland, Nederlandene, Frankrig, Danmark, Sverige, Finland, og Østrig. Resten er nettomodtagere! Et andet problem er beslutningsprocessen. Vetoretten må væk, siger mange efter erfaringerne med Ungarn, men det er samtidig et stort problem. Afgivelse af vetoretten ville i Danmark kræve 5/6 flertal i Folketinget. En afskaffelse er derfor næppe tænkelig i Danmark, men heller ikke i andre medlemslande. Man må finde mere moderate begrænsninger.

Vi har brug for nogle meget dygtige EU-parlamentsmedlemmer. ■

European Parliament Elections in Ireland 7 June 2024



*Sean Doyle and
Francis Jacobs*

For the 10th time since joining the EEC in 1973, Ireland will elect its representatives in the European Parliament in June of this year. The elections will take place over a four-day period in all 27 EU countries from 6-9 June. In Ireland the vote is likely to take place on Friday 7 June, on the same day as the Irish local elections. Irish voters will be electing 14 MEPs, one more than at present and no less than three more than in 2019 when Ireland had been significantly under-represented. Ireland is the smallest EU country not to use a national constituency, being divided into three regional constituencies. Along with Malta, it is one of only two EU countries to use the system of the Single Transferable Vote (STV), which is broadly if not entirely proportional but gives voters a much greater chance than in PR list systems to express preferences between individual candidates, even if they are in different parties. Turnout in Ireland has been higher than the EU average in 6 out of the 9 EP elections held so far (often helped by coinciding with other elections) but, at 49.7% in 2019, was lower than the EU average of 50.7%.

In the European Parliament, the 5 Fine Gael MEPs sit in the EPP Group, the 2 Fianna Fail MEPs in the Renew Europe (Liberal) Group and the 2 Greens in the Greens/EFA Group. 4 of Ireland's MEPs are in the Left group, with Sinn Féin's only MEP (they had 3 MEPs as well as one in Northern Ireland in the 2014 elections) and three Independents, including the very controversial Clare Daly and Mick Wallace who have diverged from other Irish MEPs on Ukraine and on other issues.

There will be national elections in Ireland quite soon after the EP elections, perhaps as soon as the autumn of this year and the outcome of the European Parliament elections in Ireland will clearly be influenced by national trends. At present it looks as if only three or possibly four parties will elect MEPs. The traditional centre/right parties Fianna Fail & Fianna Gael, presently governing in coalition, currently poll about 20% each and will almost certainly elect MEPs but, in Fine Gael's case at least, fewer than in 2019. But the leading party is now Sinn Féin at about 30%. which has seen a dramatic rise in popularity during



& since Covid, above all prioritising housing (which has for some time been the highest profile political issue in Ireland) but also, health, and (but to a lesser extent) preparation for unification' of Ireland as a whole. With expectations to win 3–5 seats in June, Sinn Féin may seek greater influence by seeking to join the Socialist Group, where Irish Labour MEPs once sat but where they are no longer represented.

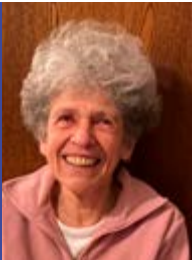
The Greens, the Labour and the Social Democrat Party are all polling poorly, with the former probably struggling to hold on to one seat in Dublin and the others unlikely to have MEPs. On the other hand, Ireland is unique among EU countries in having non-party Independent MEPs, currently 3 out of 13, but how many will be elected this June is very uncertain.

Past EP election campaigns in Ireland have had an essentially national rather than European dimension, with an emphasis on parties and personalities and national issues rather than on Europe-wide policy debates. The new concern on climate change did come up in Ireland in 2019 and

led to the election of 2 Green MEPs. The fierce debate on migration issues in many European countries (stimulating the rise of populist right-wing parties) was, however, very little reflected in Ireland.

This is, however, very likely to change this year. As everywhere in Europe, the debate on Immigration is now intense. Ireland has over 100,000 Ukrainian refugees, the fifth-highest number in Europe as a proportion of its population. In addition, some 19,000 International protection applicants were housed by the State in 2023 despite major efforts by communities & Government, far-right populists burned down five large buildings planned to house new arrivals in December & the first weeks of January 2024. The impact that all this will have on the EP elections is currently unclear. The issue is unlikely to favour the current coalition parties, but neither is it an easy issue for Sinn Féin. Whether right-wing independent candidates have any success will be one of the key things to watch for this June. ■

Sean Doyle and Francis Jacobs



Brigitte
Landesmann

Der Wahl zum Europäischen Parlament in Österreich



Die letzte Eurobarometer-Umfrage im Herbst 2023 zeigte, daß 38 % der Menschen in Österreich ein positives, 38 % ein neutrales und 24 % ein negatives Bild von der EU haben. Österreich befindet sich damit im unteren Drittel der Mitgliedsstaaten.

Der Wahl zum Europäischen Parlament wird in Österreich vorläufig keine große öffentliche Aufmerksamkeit geschenkt. Die im Herbst d.J. stattfindenden Nationalratswahlen stehen im Mittelpunkt des Interesses. Einzelne Parteien hatten sogar Schwierigkeiten überhaupt Kandidaten für die Europawahl zu finden.

Daher gibt es auch keine größeren öffentlichen Veranstaltungen, Projekte oder Aktionen zur Europa-Wahl, über die wir berichten könnten.

Im Kleinen gibt es aber schon eine Vielzahl von engagierten Projekten, die sich positiv mit Europa und der Beziehung von Österreich zur EU beschäftigen.

Einige solcher Projekte wollen wir hier vorstellen, denn sie zeigen wieviel einzelne engagierte Menschen bewirken können. Vor allem an Schulen liegt es hauptsächlich an engagierten Lehrpersonen, den jungen Menschen Europa näherzubringen und sie dafür zu begeistern.

Zur Sichtbarmachung, Bestärkung und Unterstützung von Menschen, Institutionen, vornehmlich aber Schulen, die sich für Europa

einsetzen, beschloss AIACE Österreich 2022 jährlich einen Förderpreis für Projekte auszu-schreiben, die den gemeinsamen Zielen der europäischen Integration und der Stärkung des Europabewusstseins dienen.

Die ersten Preisträger waren Schüler das BG/BRG/BORG Eisenstadt. Schüler der 6. Klasse (16-jährige) organisierten anlässlich des Europatages ein inter-aktives und abwechslungsreiches P2P (Peer to Peer) Lernprogramm für ausgewählte Klassen der Unterstufe (10-14-jährige) zur Vermittlung von Informationen über die Geschichte, den Aufbau und die Institutionen der EU. Im Rahmen der Erasmus-Days einige Monate später veranstalteten dieselben Schüler einen Aktionstag mit dem Motto „Schule von morgen–Zukunft Europas“, wozu sie Abgeordnete zum Europ. Parlament, Bildungsverantwortliche und Lehrer einluden. Zuvor hatten sie auch Lehrerinnen und Lehrer aus anderen europ. Ländern zu dem Thema interviewt. In der Vorbereitung wurden sie von der Direktorin und einer Lehrerin, sowie Vertretern von Europify (Institut für Europ. Bildung und Integration) unterstützt.

Durch diese Aktivitäten wurden die Schülerinnen und Schüler nicht nur zu bewussten und begeisterten Europäern, sondern trugen auch allgemein zur Stärkung des Europabewusstseins an der Schule bei. Eine Wiederholung dieser Projektstage ist geplant. Die feierliche Preisverleihung anlässlich der

jährlichen AIACE Generalversammlung fand unter Mitwirkung von Europe Direct Burgenland statt.

2023 wurden in Vorarlberg drei Siegerprojekte aus einer Vielzahl von Einreichungen mit hoher Qualität ausgewählt. Preisträger waren die Europaklasse am Gymnasium Schillerstraße in Feldkirch, die EU-Juniorbotschafter an der HAK Feldkirch und die Europaplätze des Jüdischen Museums in Hohenems.

Das Langzeitprojekt „Europaklasse“ am Gymnasium Schillerstraße in Feldkirch hat das Ziel, den SchülerInnen auf vielfältige Weise einen Zugang zum Thema EU zu vermitteln, gemeinsam über Institution, Inhalte, Politik zu diskutieren und ein „Europabewusstsein“ zu entwickeln.

Eine Schulklasse wurde und wird vom ersten Schultag 2016 bis zur Matura 2024 auf dem Weg zu einer europäisch denkenden und handelnden Gemeinschaft begleitet, mit filmischer Dokumentation dieses Weges. Das Team besteht neben den SchülerInnen der Klasse aus Lehrpersonen, Kulturschaffenden, PolitikerInnen, AutorInnen, Coaches und einem Filmemacher.

Um Bewusstsein für die Bedeutung der gemeinsamen Institution Europäische Union zu schaffen, wurde kontinuierlich ein Dialog über Europa geführt und neben politischen Diskussionen wurden auch zahlreiche Workshops mit kreativen, politischen, kulturellen Inhalten veranstaltet.

Ein Ausbau dieses Projektes ist in Planung, um vielen weiteren Schulklassen diese Möglichkeit zu geben.

Das Programm Botschafterschulen des Europäischen Parlaments möchte das Bewusstsein für Europa und für das Europäische Parlament, sowie die europäische Demokratie bei jungen Menschen fördern. Das Netz der

Botschafterschulen ermöglicht den Schulen sich auszutauschen und bei der Umsetzung des Programms zusammenzuarbeiten.

<https://youth.europarl.europa.eu/de/more-information/ambassador-school/the-epas-network.html>

Nach erfolgreicher Bewerbung im letzten Jahr wurde die Handelsakademie Feldkirch in diesem Schuljahr offiziell Botschafterschule des Europäischen Parlaments und stellt vier EU-Juniorbotschafter, die die Schule auf politischen Veranstaltungen im In- und Ausland vertreten.

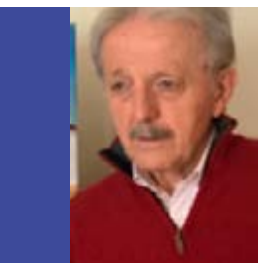
Neben dem Besuch zahlreicher Veranstaltungen im In- und Ausland organisierten die EU-Juniorbotschafter in Feldkirch eine hochkarätig besetzte und öffentlich zugängliche Podiumsdiskussion zur Zukunft Europas, welche zur Stärkung des Europabewusstseins bei den SchülerInnen der Schule und Menschen aus der Region beitragen sollte.

Das Kunstprojekt Europaplätze des Schweizer Künstler Yves Mettler wurde vom Jüdischen Museum Hohenems gemeinsam mit Europe Direct Vorarlberg und der Stadt Hohenems umgesetzt. 12 Gruppen wurden eingeladen sich mit den Fragen „Was ist für mich Europa?“, „Wo wird Europa in einer Stadt sichtbar?“ zu beschäftigen, einen „Europaplatz“ auszuwählen und damit zu einem „Wertträger“ zu machen. Die unterschiedlichen Erzählungen machte der Künstler durch die Aufstellung von zwölf umgestalteten Baustellenzeichen im Stadtraum sichtbar.

Auch in diesem Jahr ist wieder die Ausschreibung eines Förderpreises vorgesehen.

Als Beitrag zur Aufklärung vor den EU-Wahlen werden AIACE Mitglieder sich auch wieder am Projekt „Europa an deiner Schule – Back to School“ beteiligen. ■

Importance des Élections du 9 juin : *comment éduquer/informer et impliquer plus et mieux tous les citoyens européens dans l'indispensable consolidation et développent de la "construction européenne"*



**Pedro
Ortún Silván**

(ex-Directeur à
la DG III/ENTR/
GROW 1988–2017
et « Active Senior
» à la DG GROW,
2017–2022)

C'est un plaisir et un honneur, comme citoyen espagnol et européen, impliqué dans les affaires européennes depuis le début des négociations d'adhésion de l'Espagne en Février 1979, de contribuer à ce numéro sur les importantes élections du 9 Juin, après avoir participé directement, comme candidat « de fin de liste », à celles de 2014 et 2019 et, bientôt, à celles de 2024...

I. Pourquoi, à mon avis, ces Élections du 9 Juin sont-elles très importantes pour le futur de l'Union Européenne (ci-après UE) et pour celui de ses citoyens et, en particulier, les plus jeunes ? J'essaierai de résumer ci-après les 3-4 principaux types de raisons, qui sont bien reflétées dans la synthèse du dernier Eurobaromètre du Parlement Européen (PE), publié en Décembre 2023 :

- La nécessité de renforcer la contribution de l'UE à la paix et la stabilité démocratique dans les États Membres (EM), dans l'UE et dans le Monde, ainsi qu'au bien-être socio-économique de tous les citoyens et à l'amélioration durable de notre Planète, tel que décidé en Septembre 2015 par tous les Pays de l'ONU lors de l'adoption de l'Agenda 2030 et ses Objectifs de Développement Durable / Sustainable Development Goals. Cette nécessité s'est vue spécialement renforcée, non seulement lors des longues périodes de paix au sein de l'UE et dans la majorité des Pays Tiers, entre 1951 et 2022, mais surtout

lors des graves crises économiques/financières et sociales/sanitaires (1973-77, 2008-14 et 2020-22), ainsi que, de façon plus visible et douloureuse, lors des cruelles et sanglantes guerres dans les Balkans (1990-94), plusieurs pays d'Afrique et, plus récemment, entre la Russie et l'Ukraine et Israël et la Palestine), toujours en cours...

- La nécessité de consolider et d'accélérer les importantes réussites de la progressive Intégration des EM dans une UE plus solidaire, participative et respectueuse des Droits Humains (DD.HH.), comme par exemple et de façon non-exhaustive, le Marché Intérieur, l'Euro, les Programmes Erasmus et Erasmus+, le Traité de Lisbonne et la Charte des DD.HH., ainsi que l'Agenda 2030, déjà cité...

- Mais il reste encore des objectifs déjà adoptés à atteindre, des défis récents et nouveaux à affronter de façon plus efficace, rapide et participative et, surtout, à mon avis, des actions nécessaires pour que l'UE et ses Institutions soient plus proches des citoyens européens, pour qu'ils soient mieux informés sur les compétences et activités de l'UE et se sentent beaucoup plus impliqués et participatifs, dans cette nécessité croissante et urgente d'affronter ensemble ces défis cruciaux.

II. Comment éduquer/informer et impliquer plus et mieux tous les citoyens européens dans l'indispensable consolidation et développent de la «

construction européenne » ? Dans les prochains paragraphes, j'essaierai de préciser les idées sur lesquelles je travaille depuis quelques années, après ma retraite en juin 2017 et surtout, après la fin de ma collaboration «Active Senior» en juin 2022, en vue des prochaines élections du 9 juin:

- malgré les efforts faits depuis 2010 par la Commission «Barroso II» pour que les gouvernements des EM incluent dans leurs programmes d'éducation citoyenne 20-30 heures dans la dernière année d'éducation secondaire et dans une des années de l'enseignement universitaire, sur les Institutions Européennes, leur fonctionnement et leurs principales réalisations, cette Recommandation (l'UE n' a pas de compétences législatives en matière d'éducation), adressée aux EM au printemps 2010, n'a pas été suivie (pas une seule réponse écrite des EM!). Ceci a donné lieu, à partir de l'année scolaire 2011-2012, à l'initiative «Back to School», où chaque fonctionnaire de la Commission Européenne a été autorisé à organiser, dans l'Ecole/Institut où il/elle avait fait ses études secondaires, des conférences/débats/réunions entre élèves et professeurs sur des sujets européens... Plus de 5000 « missions Back to School » ont été ainsi organisées depuis lors, en particulier à la veille des élections européennes de 2014 et 2019 (j'y ai participé moi-même dans «mon» Lycée Français de Madrid) et j'espère que cela sera fait aussi avant celles de 2024.

- Les campagnes pour les élections européennes se déroulent surtout en « mode national » et les 90+% des débats/articles de presse/programmes TV, avant et pendant ces campagnes, se concentrent sur les sujets d'intérêt politique « nationaux ». Les efforts promus par le Président Macron en 2018, pour inclure dans le Règlement électoral du PE, des « listes transnationales », pour élire les 10-15% des MEPs en 2019 sur une liste commune à tous les EM, proposée par chaque groupe/parti politique européen, ne put pas être mis en place à temps, mais le PE adopta au printemps 2022 un projet de Règlement dans ce sens (même si le % de MEPs accordé pour ces listes transnationales n'a été que de 4%). Le Conseil n'a

pas convoqué depuis une seule réunion du Groupe de Travail / COREPER correspondants pour l'adopter en temps utile.

- Les échecs/faibles résultats de ces initiatives ne doivent pas décourager les efforts en cours des fonctionnaires des Institutions européennes et des Administrations nationales/régionales/locales, et des citoyens européens impliqués dans les affaires/projets européens, en tant qu'actif et/ou à la retraite, pour poursuivre ces actions de sensibilisation, information et éducation. Ces actions devraient être à la base de cet indispensable rapprochement entre l'UE et les citoyens européens dans leur ensemble et, en particulier, les jeunes, futurs citoyens actifs, les moins jeunes et, surtout, les candidats des partis politiques nationaux aux élections européennes du 9 juin.

- Mais ces efforts urgents, face à ces prochaines élections, devraient être poursuivis par les MEPs élus, par la nouvelle Commission qui sera en place avant la fin 2024, et, surtout par les Gouvernements actuels et futurs des EM, pour transformer ces actions volontaristes et, peut-être, idéalistes, dans des initiatives politiques et législatives concrètes et urgentes, à préparer en consultation avec des représentants de la citoyenneté européenne.

Ces initiatives devraient permettre de consolider la construction de l'UE et un plus fort rapprochement des Institutions politiques avec leurs citoyens, sur base de ces idées préliminaires énoncées ci-dessus et d'autres qui, j'en suis sûr, doivent exister dans un nombre, j'espère croissant, de citoyens européens convaincus que cette consolidation est indispensable pour la survie de l'UE et pour le maintien de nos institutions démocratiques, face aux dangers de nationalisation et d'involution des EM et des pays tiers. Les valeurs européennes et le travail fait depuis plus de 70 ans au sein des Institutions politiques européennes et nationales ne mériteraient pas d'être abandonnées ni ralenties, car cela laisserait un futur sombre et dangereux aux nouvelles générations de citoyens européens. ■

Le site de l'AIACE Internationale



**Martine
Platteau-
Guillaume**

Avez-vous déjà visité le site de l'AIACE Internationale (<https://aiace-europa.eu/fr/>), *qui existe en allemand, anglais et français et est accessible sans EU Login ?* Sinon, allez-y faire un tour. Vous y trouverez tout d'abord les dernières nouvelles dans un pop-up qui apparaîtra sur la droite de l'écran dès l'ouverture du site (avec chaque fois le lien vers le document ou la page du site). Vous pourrez découvrir tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les pensions, sur le RCAM ou les assurances (rendez-vous dans l'onglet « Services »), ou encore sur les applications informatiques de la Commission (onglet « Outils informatiques »).

Ensuite, si vous n'avez pas de compte EU Login (il y a tout ce qu'il faut pour en créer un ici : <https://aiace-europa.eu/fr/tools/eu-login/>) ou, si vous trouvez trop compliqué de l'utiliser, vous pouvez vous adresser aux helpdesks : <https://aiace-europa.eu/fr/helpdesk/>. Vous y trouverez également, par exemple, la version la plus récente de tous les documents et formulaires de la Caisse Maladie dans toutes les langues ainsi que des documents et guides donnant des indications pratiques sur la façon d'accéder à telle application ou à telle page. Si vous cherchez quelque chose de précis, utilisez plutôt la loupe comme moteur de recherche. Elle vous affichera toutes les sources d'information disponibles en relation avec votre recherche. Si vous avez besoin de contacter des services de la DG HR ou du PMO, rendez-vous dans le point de menu « Services » et puis sur « Contacts » (<https://aiace-europa.eu/fr/services/contacts/>)»

Have you ever visited the AIACE International website (<https://aiace-europa.eu/>), which is available in English French and German and **can be accessed without an EU Login**? If not, take a look around. First of all, you'll find the latest news in a pop-up window that appears on the right-hand side of the screen as soon as you open the site (each time with a link to the document or page on the site). You can find out everything you ever wanted to know about pensions, the JSIS or insurance (go to the "Services" tab), or the Commission's IT applications (go to the "IT Communication Tools" tab).

If you don't have an EU Login account (you can find everything you need to create one here: <https://aiace-europa.eu/tools/eu-login/>) or if you find it too complicated to use, you can contact the helpdesks: <https://aiace-europa.eu/helpdesk/>. You will also find, for example, the most recent version of all the JSIS documents and forms in all languages, as well as documents and guides giving practical instructions on how to access a particular application or page. If you are looking for something specific, use the magnifying glass as a search engine. It will show you all the sources of information available in relation to your search. If you need to contact any DG HR or PMO departments, go to the "Services" menu item and then to "Contacts" (<https://aiace-europa.eu/services/contacts/>). ■



L'assemblée générale de AIACE France cette année à Bordeaux !

Plus qu'une AG, cet événement sera un moment privilégié pour se retrouver entre collègues, partager nos souvenirs et projets communs et connaître tous les moyens de résoudre nos problèmes spécifiques de retraités des Institutions Européennes !

Plusieurs personnalités locales seront présentes, entre autre Alain Rousset Président de la région nouvelle aquitaine, Le Maire de Bordeaux Pierre Hurmic recevra les participants pour une réception et une table ronde sera organisée par parler de l'Europe une semaine avant les élections.

C'est le 30 mai 2024 que l'AG formelle aura lieu suivi pendant 2 jours d'activités culturelles et gastronomiques typiquement Bordelaises !

Venez nous rencontrer et poursuivez ensuite un séjour mémorable en Aquitaine !

Pour vous inscrire, flashez le QR code pour télécharger les documents. ■



Jacques Babot

Secrétaire général,
Section France



Jacques Babot

Secrétaire général,
Section France

Le déménagement de l'AIACE France

Après plus de 20 ans passés dans l'annexe de la Délégation auprès de l'Unesco et de l'OCDE, nous voilà partis vers la Représentation de la Commission dans le 9e arrondissement de Paris.

Les derniers cartons sont remplis de ce que l'on a de plus précieux : équipements informatiques, dossiers financiers récents... Toutes les autres archives ont été triées avant Noël par Isabelle Tranchant et Jean-Pierre Pétillon, spécialistes des questions RGPD et notamment de la durée de conservation des documents...

Un dernier regard sur son bureau, et Guénolée Legros, en charge de notre secrétariat, est prête pour une nouvelle expérience de travail, cette fois dans un espace de travail partagé dans les locaux de la Représentation de la Commission!

Ici tout est superbe, des tables de travail réglables en hauteur (on peut même travailler debout), des fauteuils ergonomiques et des écrans doubles pour les ordinateurs, un système d'éclairage et de stores commandés par domotique... Et bien d'autres possibilités à découvrir.

L'accueil a été très chaleureux de la part de Jessica Larsson, cheffe adjointe de la Représentation et d'Isabelle Arker, cheffe d'administration, et de son équipe. Après une brève présentation de l'AIACE France, nos nouveaux collègues ont compris que un jour (plus ou moins proche), ils deviendront membres de l'association !

Très motivés après cette présentation, nos collègues en charge de la logistique et de l'informatique nous ont aidés pour l'installation des équipements et le transfert des documents. Finalement tout était terminé en fin de journée.

Superbes conditions de travail, qui vont finalement bénéficier aux 3000 retraité(e)s des Institutions Européennes résidant en France.

Tout cela a été possible grâce à la DG HR et la DG COMM qui ont retransmis nos souhaits, mais surtout grâce à Valérie Drezet-Humez, cheffe de la Représentation, qui a autorisé et facilité notre installation dans ses nouveaux locaux de la Représentation à Paris...

« Un tout grand merci », comme on dit en Belgique, à nos nouveaux collègues de la Représentation... ■



Watching the Good, the Bad and the Ugly

Imdb describes the plot of this classic 'spaghetti Western' as, 'A bounty hunting scam joins two men in an uneasy alliance against a third in a race to find a fortune in gold buried in a remote cemetery.'

Brexit the movie? I leave you to work out the allegory.

But what is it really like for our pensioners who are settled in the UK, one of the oldest democracies in the world? Here are some examples.

The Ugly

Be careful when you want to swim outdoors—our water companies, mostly privately owned, have been cutting costs by releasing large quantities of sewage into rivers and the sea. Nasty.

The Bad

Be patient if you want to travel long distance by train—we still can't build high-speed railways. HS2, originally designed to run from London to the North-West, is an expensive mess, like so many ambitious projects in this country.

The Good

I was asked recently by a British colleague in the Commission about life in the UK.

Thinking about this I realised that I had to say that for all its faults it was still a decent place to live. It is relaxed, diverse and generally pretty calm, at least outside the political world and the poorer areas of the countries—but that is not unique to the UK. The tourists who come in big numbers to London, Cambridge, Edinburgh, the Lake District seem to like it.

AIACE UK in brief

AIACE-UK has 800 members and is active across the country. We have two general meetings a year in the EEAS building in London and regional meetings organised by local members in Oxford, London, Scotland and elsewhere. Four times a year, we issue a newsletter. The last issue had articles on the importance of power of attorney, 'the unfortunate situation UK citizens face in travelling or living in the EU, health screening, pensions and the latest news. If you would like a copy (electronic) or more information about our section then contact me at webmaster@aiace.uk



Alan Huyton



Secretary General,
UK Section

Committee Member
of AIACE Ireland



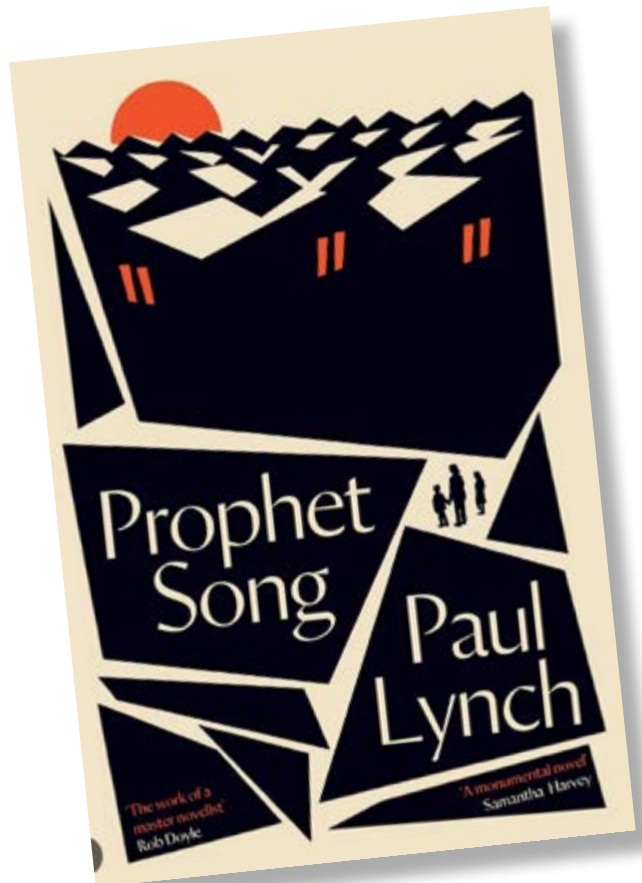
Sean Doyle

Ireland: Populism, Nationalism and Democracy

Prophet Song by **Paul Lynch**,
Oneworld Publications 2023

The top UK/Ireland literary award for fiction in English is the Booker Prize, which was awarded to Irish writer Paul Lynch for his novel 'Prophet Song'. The Prize judges said the book 'vividly renders a mother's determination to protect her family as Ireland's liberal democracy slides inexorably and terrifyingly into totalitarianism. It's a remarkable accomplishment for a novelist to capture the social and political anxieties of our moment so compellingly'.

Ireland will have local Councils, EU Parliamentary and General Parliamentary elections this year. Liberal democracy is alive and kicking, with two centrist parties currently in coalition government polling at about 45%, some smaller parties and independents, a nationalist, populist party at 35%, plus a small and sometimes extremist anti-immigration lobby.



Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
ALFARE Antonia	13/06/1935	01/04/2013	04/12/2023	COM
ANCONA-MORICE Michele	11/04/1938	01/08/2003	23/01/2024	COM
ANDREASEN Ingelise	20/01/1952	01/01/2008	16/12/2023	PE
AZIZ Mohammed	03/03/1935	01/04/2000	19/12/2023	COM
BASSO Teresa	20/01/1945	01/08/2017	27/12/2023	COM
BATCHELOR Marion	23/02/1931	01/06/2003	24/12/2023	COM
BAUMANN-LAUBSCHER Hildegard	28/03/1935	01/08/2008	24/12/2023	COM
BEESTERBOER Anna Johanna	09/04/1931	01/05/2016	19/10/2023	COM
BELLA Elio	17/07/1939	01/08/2004	16/01/2024	CJ
BEONIO-BROCCHIERIFranco	17/03/1936	01/06/1997	17/01/2024	COM
BIAGI Giovanni	03/08/1926	01/09/1991	17/11/2023	COM
BLANQUET Jacques	14/05/1935	01/06/2000	15/12/2023	COM
BOSCHINI Martino	02/10/1930	01/08/1991	25/11/2023	COM
BOTTINI Giancarlo	28/02/1934	01/03/1999	01/01/2024	COM
BURSI Giulio	05/10/1941	01/09/2002	26/12/2023	COM
CALDARELLI Johny	25/04/1943	01/02/1996	09/12/2023	COM
CANO-GIACOMINI Carmela	25/03/1929	01/10/1985	02/01/2024	COM
CARBONNELLE Françoise	11/06/1935	01/07/1995	10/12/2023	COM
CARRION MOLES Manuel	02/07/1948	01/02/2010	28/12/2023	COM
CEDERRAND Stephen	16/09/1954	01/10/2019	19/08/2023	CFCA
CHANTRAINE Alain	19/12/1940	01/01/2001	12/12/2023	COM
CITTERIO-BURGER Mathilde	01/05/1920	01/06/1999	26/12/2023	COM
CLAROTTI Paolo	12/02/1933	01/03/1998	05/12/2023	COM
CLUSAZ Alberto	01/01/1934	01/05/1996	25/12/2023	COM
COLUSSI-DEL PUPPO Ermelinda	31/03/1928	01/07/1994	27/12/2023	COM
DE GROEF Jean-Paul	07/02/1949	01/08/2011	13/12/2023	COM
DECKER Eva	26/10/1947	01/01/1998	27/04/2023	PE
DELLA CHIESA Alessandra	09/04/1933	01/11/2019	23/01/2024	COM
DELORS Jacques	20/07/1925	01/02/1998	27/12/2023	COM
DELPORTE Andre	30/06/1935	01/03/2024	08/12/2023	COM
DEMOITELLE Violetta	08/10/1946	01/07/2010	09/12/2023	CDR
DERU Michelle	06/08/1948	01/09/2011	02/01/2024	COM
DEVOS Emma	05/06/1924	01/11/1981	09/01/2024	COM
DI RUPO Emmanuelle	29/05/1978	01/06/2022	01/12/2023	COM
DIELENS Marcel	23/07/1930	01/04/1997	20/12/2023	COM
DIMIDIS Dimitrios	07/09/1947	01/04/1999	29/11/2023	PE
DISCHINGER Nicoletta	15/12/1939	01/09/1983	12/01/2024	COM
DISCHINGER Nicoletta	15/12/1939	01/02/2013	12/01/2024	COM
DONDELINGER Alix	14/06/1935	01/03/1997	29/12/2023	COM
DUMONCEAU Marie-Madeleine	31/08/1942	01/01/1986	07/01/2024	COM
FELLER Jeanne	11/06/1930	01/10/2012	11/11/2023	CJ
FELTZ Sigrid	18/12/1936	01/12/1987	01/11/2023	COM
FEUSTEL Ingo	11/08/1940	01/04/2004	29/11/2023	COM
FRANSI DIEZ Miguel Angel	29/07/1950	01/08/2010	16/12/2023	COM
FRANZ Bruno	25/09/1948	01/10/2006	14/01/2024	COM
FUNELLI Luciano	08/07/1933	01/08/1998	23/12/2023	COM
GASPARETTO Angiolina	26/08/1929	01/08/2011	29/12/2023	COM
GIAMETTA Sossio	20/11/1929	01/12/1994	15/01/2024	CM
GIFFONI-D'AGOSTO Cecilia	16/11/1935	01/07/2003	02/12/2023	COM
GILLARD Armande	07/08/1930	01/09/1995	17/12/2023	COM
GONZALEZ GARCIA Rosa-Maria	14/12/1956	01/01/2022	23/01/2024	COM
GRIECO Cosma	23/02/1927	01/03/1992	04/12/2023	COM
HAEDENS Christian	18/08/1953	01/06/2021	14/01/2024	COM
HAHN Klaus	02/08/1938	01/07/1999	05/12/2023	PE
HAKENBERG Waltraud	19/06/1955	01/09/2016	20/01/2024	CJ
HEITSCH Matthias	01/12/1950	01/01/2017	30/12/2023	COM
HETTO Denise	12/04/1935	01/05/2000	14/12/2023	PE
HILLENKAMP Ulrich	21/05/1940	01/06/2005	15/11/2023	ETF
HOKKANEN Ari	28/08/1956	01/07/2019	13/01/2024	COM
HOLVOET Peter	26/06/1959	01/07/2023	18/12/2023	COM
HORBER Marie-Louise	12/06/1942	01/06/2023	11/12/2023	COM
HORBER Marie-Louise	12/06/1942	01/02/1998	11/12/2023	COM
HULTMAN Katarina	24/02/1968	01/11/2019	26/12/2023	CC

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
HUTCHINSON Ian	07/02/1945	16/03/2008	17/12/2023	COM
HUYLEBROECK Jean-Marie	26/06/1951	01/10/2014	08/01/2024	COM
JASMIN-THEVENIN Isabelle	16/09/1933	01/08/1986	05/12/2023	COM
JOWETT Ian	23/01/1950	01/03/2012	26/12/2023	COM
KAYSER Gaston	29/10/1934	01/01/1999	08/12/2023	COM
KEARNEY ABBOTT Barbara	17/04/1932	01/11/2020	20/01/2024	COM
KENNY-LEVICK Evelina	15/03/1946	01/11/1982	29/11/2023	COM
KINTZ Roland	08/04/1944	01/02/2006	08/12/2023	CJ
KOBIERSKI Jutta	26/06/1948	01/07/1998	27/12/2023	COM
KRICH PETSCH Gisela	05/02/1929	01/09/2016	29/11/2023	COM
KUENKAMP Gerda	16/01/1944	01/11/2022	30/11/2023	PE
LABOUREAU-CORNAILLE Marie-Colette	01/05/1946	01/11/2008	24/12/2023	COM
LASNIER Christian	04/09/1930	01/10/1995	25/11/2023	PE
LAURENT Jacqueline	17/09/1942	01/04/2021	02/12/2023	COM
LAURENT-GATZ Myriam	11/06/1953	01/04/2018	08/12/2023	COM
LEROY Claude	23/06/1941	01/12/2015	28/11/2023	CM
LIPIRA Vincenza	18/11/1932	01/09/2015	19/12/2023	COM
LOPEZ Bernard	10/02/1938	01/06/1988	25/12/2023	COM
MAES Frans	08/05/1939	01/01/1991	06/01/2024	COM
MAIER Wolf-Martin	08/04/1958	01/05/2023	08/12/2023	COM
MAUPERON-PRETLOVE Dorothy	23/09/1934	01/08/2003	05/01/2024	COM
MAZZON Alma	14/09/1932	01/06/1977	04/01/2024	COM
MELO-PESSOA PEREIRA DE BORJA Maria	16/05/1927	01/02/1999	23/12/2023	COM
MESSAHEL Djemai	12/05/1933	01/01/1998	20/12/2023	COM
MITKO Doris	06/03/1944	01/12/2007	11/01/2024	COM
MOENS Roger	26/07/1944	01/07/2006	07/01/2024	CM
MONTANTE Joseph	21/11/1964	01/12/2023	11/01/2024	CJ
MUELLER-WINN Gisela	02/03/1933	01/07/1933	16/01/2024	COM
OLIGER Alice	16/06/1933	01/01/1993	13/12/2023	COM
PÈRE Daniele	28/03/1940	01/04/1997	02/01/2024	CM
PIERRAT Claudine	19/04/1932	01/10/2023	10/12/2023	PE
PONETTE Georges	29/08/1938	01/09/2003	09/12/2023	COM
POWER Elizabeth	05/02/1932	01/03/1997	26/01/2024	COM
PRILLEVITZ Jan	27/03/1933	01/04/1998	29/12/2023	PE
RICHTER Joseph	15/04/1938	01/05/2003	19/12/2023	COM
RIEDER-RENGELSHAUSEN Hermine Elke	10/12/1951	01/04/2021	17/11/2023	COM
RODRIGUEZ Visitacion	21/02/1931	01/08/1988	10/01/2024	COM
RUSSO Pellegrino	13/05/1943	01/04/2003	13/01/2024	COM
SAHL-DOTT Anni-Maria	05/08/1941	01/01/1978	19/11/2023	COM
SAMPEDRO Alejandro	09/02/1958	01/03/2022	28/12/2023	COM
SCHIEPPATI Annamaria	10/12/1943	01/08/2006	31/12/2023	COM
SCHLUDE Herfried	21/03/1938	01/09/1997	08/12/2023	COM
SCHNEIDER Jacques	21/04/1932	01/05/1992	03/12/2023	COM
SCHWARZ Dieter	11/04/1936	01/07/1999	02/01/2024	COM
SCHWARZ Marlene	18/06/1940	01/11/2001	10/05/2023	PE
SEGHI Orazio	16/04/1936	01/04/2000	29/11/2023	COM
SENS Paul	10/09/1933	01/12/1993	18/12/2023	COM
SEZILLE Jean-Pierre	22/04/1946	01/08/2005	26/12/2023	COM
SMITH Monique	26/06/1933	01/03/1995	23/12/2023	COM
STAEDTKE Herbert	06/12/1937	01/01/2003	01/11/2023	COM
TALBOT Elizabeth Anne	28/02/1941	01/11/2020	10/01/2024	COM
TAYMANS Frederic	18/11/1939	01/12/2004	24/11/2022	CM
THIJS Jean-Louis	28/07/1953	01/08/2015	23/11/2023	COM
THILL-RIZZOLATI Regina	12/02/1934	01/03/1999	11/12/2023	CJ
VAN ACKERE-PIETRI Michel	04/01/1935	01/01/1997	15/01/2024	COM
VON LINGEN Alexander	06/08/1939	01/09/2004	15/01/2024	PE
WALDTLOW Peter	01/04/1950	01/01/2013	10/01/2024	COM
WALSER FESSER Nicolas	27/01/1951	01/02/2016	07/01/2024	CM
WEYER Monique	04/03/1944	01/09/2015	24/12/2023	PE
WILCOX Viviane	04/10/1937	01/08/1979	10/12/2023	COM
WILLIAMS-DE CASTRO Maria-Alexandra	09/11/1939	01/03/2007	14/12/2023	COM
WOELL Hannsjoerg	25/09/1942	01/11/2015	11/11/2023	COM
YATAGANAS Xenophon	15/06/1948	01/05/2009	13/12/2023	COM



AIACE

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FORMER STAFF OF THE EUROPEAN UNION**

DEMANDE D'ADHÉSION / MEMBERSHIP APPLICATION

(à ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre/to be filled in only if you are not yet a member)

Nom et Prénom (+ Nom de jeune fille pour les femmes mariées):

Name and Forename (+ maiden name where applicable):

.....

N° de pension/Pension Nr: Nationalité/Nationality :

Date de naissance/Date of birth : Sexe/Sex : M ☐ F ☐

Domicile (adresse complète/Full home address):

Rue/Street

N°/Nr Bte/Box.....

Code postal/Postcode: Localité/Town:

Pays/Country:

Téléphone/Telephone: GSM/Mobile:

Courriel/Email:

Demande à adhérer à l'AIACE par l'intermédiaire de la **Section (*)** / I hereby apply for membership of AIACE through the national Branch :

J'autorise / Je n'autorise pas l'AIACE à utiliser mon adresse de courriel pour l'envoi d'informations

I hereby give permission / I do not give permission to AIACE to use this email address to send me information

Dernière Institution dans laquelle vous avez travaillé/Institution where this post was held:

.....

Période de service/Period of service: Du/From au/to

Est-ce que vous avez une expérience/expertise particulière que vous souhaitez mettre à la disposition de l'AIACE si le besoin se présente? / Do you have any particular experience or skill that you would like to offer to AIACE if the need arises?

.....

Fait à/Place Date

SIGNATURE:

A RENVoyer A / PLEASE SEND TO:

- Par mail/By email : AIACE-GENERAL@ec.europa.eu (à l'attention de Fabrizio Gariazzo)
- **Ou** par courrier postal/**Or** by post :
AIACE INTERNATIONALE (Secretariat)
Commission européenne VM18 03/013
1049 Bruxelles-BELGIQUE

En signant le présent formulaire, vous marquez votre accord avec les termes de la Charte Vie privée de l'AIACE qui est disponible sur le site de l'AIACE Internationale (www.aiace-europa.eu) ou auprès du Secrétariat de l'AIACE Internationale.

By signing this form you agree with the terms of AIACE's Private Policy Charter which is available on the website of AIACE international (www.aiace-europa.eu) or can be obtained from the Secretariat of AIACE International.

(*)15 Sections : Belgique/België – Danmark - Deutschland – Éire/Ireland - España - France – Ελλάς/Grèce - Italia – Luxembourg - Nederland – Österreich – Portugal – Suomi/Finland – Sverige - United Kingdom

Adresse administrative : Commission européenne, VM18 03/013, 1049 Bruxelles, Belgique

Téléphone : ligne directe (+32-2) 295.29.60 standard (+32-2) 299.11.11

Adresse électronique : aiace-int@ec.europa.eu Site Web: www.aiace-europa.eu

N° d'entreprise : 0408999411

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX EN VERSION PAPIER?

Le magazine VOX est dorénavant envoyé par la poste uniquement aux membres de l'AIACE.

Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse suivante: AIACE internationale, Bureau VM18 3/13, Commission européenne, 1049 Bruxelles, en précisant votre nom, prénom et numéro de pension.

WOULD YOU LIKE TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX ?

VOX magazine is now sent by post to AIACE members only.

It is also available online on the AIACE International website: <https://aiace-europa.eu>, under 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version, you can unsubscribe at any time by

- either sending an email to HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu stating your name, surname and pension number
- or sending a letter to the following address : AIACE International, Office VM18 3/13, European Commission, 1049 Brussels, stating your name, surname and pension number.

*Vous pouvez joindre le Secrétariat par téléphone :
Le lundi et vendredi de 11h00 à 15h00 au
+32 (0)2 295.29.60, le mardi et jeudi de 11h00 à 15h00
au +32 (0)2 299.05.58*

*Les adresses emails ne changent pas :
aiace-int@ec.europa.eu et aiace-general@ec.europa.eu
(pour toute nouvelle adhésion)*

**Rue Van Maerlant 18,
1000 Bruxelles, bureau 3/13**

*AIACE international's secretariat is available by
phone Monday and Friday from 11.00 to 15.00
on +32 (0)2 295.29.60 - Tuesday and Thursday from
11.00 to 15.00 on +32 (0)2 299.05.58*

*the email addresses do not change:
aiace-int@ec.europa.eu - aiace-general@ec.europa.eu
eu (for all new members)*

**Rue Van Maerlant 18
1000 Brussels, office 3/13**



Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo

